



Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !

2F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

6^e ANNEE N° 247
JEUDI 7 NOV. 1974

DONNONS AUX GRÈVES UN CONTENU POLITIQUE PROLÉTARIEN !



Le vieux débat mystificateur sur le contenu « politique » des grèves ressurgit. Accuser les grévistes de déborder le cadre économique et social des revendications pour transformer leurs luttes en mouvement « politique » est une vieille fourberie de la bourgeoisie capitaliste.

D'un côté, le pouvoir, l'Etat, le gouvernement, les assemblées élaborent, fixent et appliquent la « politique » de la bourgeoisie.

De l'autre, la classe ouvrière, les travailleurs des villes et des campagnes subissent les conséquences économiques et sociales de cette « politique », mais s'ils s'organisent et se révoltent contre l'exploitation, dont ils sont aussi victimes, la bourgeoisie lance aussitôt contre eux l'accusation de recourir à des formes de lutte aux intentions « politiques » ! Et pour tenter d'effrayer l'opinion publique, notamment la petite et moyenne bourgeoisie, ministres, banquiers et patrons évoquent l'épouvantail de la « subversion ».

Pas de grève « politique » ! Tel fut le suprême argument brandi par Ramadier, Guy Mollet et leurs acolytes « socialistes » en 1947 et 1948 contre les puissantes vagues revendicatives des travailleurs, des mineurs en particulier.

Pas de grève « politique » ! brailent à leur tour, aujourd'hui, les Giscard d'Estaing, Chirac et autres politiciens au pouvoir.

Mais, ce qui les incite à crier si fort et si vite, est-ce vraiment la « politique » du Parti révisionniste, de Séguy et de Marchais ?

Les marxistes-léninistes savent bien que la contradiction entre dirigeants révisionnistes et représentant de la « majorité » actuelle n'est nullement la contradiction fondamentale de notre société. Les gens au pouvoir défendent une conception des intérêts de classe de la bourgeoisie monopoliste en s'opposant à celle qu'avancent les « collaborateurs » du social-impérialisme soviétique, désireux de préserver les mêmes intérêts, mais en les plaçant dans la zone d'influence russe.

La véritable bataille de classes se situe entre la classe ouvrière et la bourgeoisie capitaliste, sous quelque masque, de droite, du centre, ou de la gauche, cache-t-elle son visage.

Oui, les grèves doivent avoir un contenu « politique ». Mais ce contenu « politique » doit être prolétarien et non pas bourgeois, révisionniste ou réformiste. Oui, les grèves doivent porter des coups directs et puissants à la bourgeoisie, à son système d'exploitation et d'oppression, au capitalisme.

Dans ce but, les travailleurs doivent déjouer les manœuvres des agents de la bourgeoisie infiltrés dans leurs rangs. Les luttes de la classe ouvrière et des masses populaires n'ont d'autre but que de rejeter le poids et les conséquences de la crise

du capitalisme, et non d'en subir les méfaits en les aménageant pour les rendre soi-disant « supportables ».

Les objectifs et les formes des luttes doivent être décidés, non de manière autoritaire par les bonzes révisionnistes et réformistes, mais par les masses elles-mêmes, dans de vastes assemblées générales organisées sous le signe de la démocratie prolétarienne.

Le juste fonctionnement de ces assemblées prolétariennes et populaires, la mise en place de comités de grève vraiment représentatifs de la volonté de la base sont combattus partout par les révisionnistes.

Les marxistes-léninistes, s'unissant aux travailleurs avancés, dénonceront partout les faux communistes et faux défenseurs du prolétariat exploité. Là seulement apparaîtra la possibilité de faire avancer le mouvement revendicatif, de lui fournir un contenu « politique » répondant efficacement aux justes intérêts de classe des ouvriers et de tous les travailleurs.

A bas la collaboration de classe !

Dénonçons la double mystification des politiciens de la bourgeoisie, qu'ils soient au pouvoir ou s'efforcent d'y parvenir !

Vive la lutte « classe contre classe » !

LE XXI^e CONGRÈS DU P.«C.»F.

Le congrès de l'inquiétude

Lors de sa session de juin 1974, le Comité central du P.«C.»F. croyant l'heure de sa participation au gouvernement presque arrivée définit un certain nombre d'orientations destinées à préparer les conditions de cette issue. Les temps étaient à l'optimisme. Enfin les faux communistes voyaient se dessiner leur rêve : gérer les affaires du capitalisme.

Pour s'y préparer ils décidèrent la convocation d'un congrès extraordinaire.

La ligne de ce congrès était fixée. Il devait en sortir un P.«C.»F. fin prêt à occuper des strapontins ministériels.

Il s'agissait d'abord de tracer une croix sur la référence verbale au « socialisme ». Dans son rapport devant le C.C. révisionniste, Marchais déclarait alors :

« Pourquoi des Français et des Françaises n'ont-ils pas rejoint le combat de la gauche alors que la politique que nous préconisons correspond à leurs intérêts en même temps qu'elle s'impose pour sortir notre pays de l'ornière ? C'est parce qu'ils ne discernent pas encore la nécessité, la nature exacte et la portée précise du changement que nous proposons. A nous de les éclairer. Que sera ce changement : la révolution ? Non. Nous proposons simplement à notre peuple une politique nouvelle, la mise en œuvre d'un ensemble cohérent et limité de réformes démocratiques. »

La grande leçon que Marchais tirait donc des élections présidentielles était que le P.«C.»F. apparaissait encore trop « révolutionnaire ». Cette idée domina toute la session du C.C. révisionniste. L'Humanité du 13-6-74 en rendait compte en ces termes : « Plusieurs intervenants mettent l'accent sur la « nature démocratique du

Programme commun » et sur la « portée et les limites des changements » qu'il introduit. Pour beaucoup de gens le Programme commun paraît trop avancé. Cela résulte, en partie au moins, de la campagne de la droite qui a tenté de le « surestimer » pour semer crainte et doute dans les esprits d'hésitants. Le danger peut donc être d'aller dans ce sens, de laisser entendre qu'il s'agit d'une première étape du socialisme, d'un engrenage... »

Marchais n'hésitait pas dans d'autres circonstances à dire à propos de la politique du P.«C.»F. : « Comme on le voit, il s'agit là de mesures raisonnables, de mesures de bon sens. Elles n'ont rien de particulièrement socialiste ou communiste ; ce sont des mesures de simple démocratie. Elles figuraient d'ailleurs dans le programme du Parti radical voilà trois-quarts de siècle ! » (p. 26 : « La politique du P.«C.»F. »).

Il s'agissait encore de mettre en œuvre une politique dite de « compromis historique », c'est-à-dire d'alliance avec des partis et des individus représentant ouvertement les monopoles, tels que les gaullistes. On précisait que l'alliance à réaliser devait l'être avec le gaullisme en tant que courant idéologique et politique.

Enfin il s'agissait d'ouvrir les portes du P.«C.»F. à des gens refusant le socialisme et se référant à des idéologies ouvertement réactionnaires. C'est ainsi que Marchais lors d'une émission télévisée donnait cet exemple : « La semaine dernière, dans ma circonscription un homme est venu me voir en me disant : « J'étais gaulliste. Je désire entrer au Parti communiste. » Il n'a besoin de rien abjurer. »

Mais cette ligne a suscité un certain nombre de contradictions et s'est heurtée à des obstacles.

Les aléas du révisionnisme

D'abord un nombre non négligeable de militants du P.«C.»F. est entré en contradiction avec les aspects les plus criants de la ligne révisionniste de Marchais. Il allait trop loin. Nombreux sont ceux qui ont protesté contre l'abandon de la référence au socialisme, contre la politique d'adhésion développée. C'est là la première de ces contradictions.

Ensuite la ligne développée par Marchais, visant à faire disparaître toute apparence « communiste » au P.«C.»F., aboutissait à estomper toute différence entre le P.«C.»F. et la social-démocratie, ce qui ne pouvait que profiter à cette dernière et renforcer la tendance au déséquilibre aux dépens du P.«C.»F. Elle favorisait de nouveaux progrès de la social-démocratie.

Or les élections législatives partielles ont témoigné des reculs électoraux du P.«C.»F. et des progrès importants du P.S. Les orientations définies par le C.C. de juin 1974 ne pouvaient que favoriser la poursuite de ce mouvement.

Ce « rééquilibrage » a suscité l'inquiétude des dirigeants révisionnistes. Il existe en effet des contradictions importantes entre révisionnistes et socialistes en ce qui concerne la politique internationale et en particulier la question de l'Europe, ainsi qu'à propos de la défense nationale. On sait que le P.S. est en faveur de la construction politique de l'Europe et qu'il existe en son sein une forte tendance en faveur de la constitution d'une année européenne ; toutes choses auxquelles les révisionnistes sont opposés, tout dévoués qu'ils sont pour favoriser les ambitions du social-impérialisme. On sait aussi que le P.S. est favorable à la conservation des stocks nucléaires, voire à la conservation et à la fabrication des armes nucléaires. Les révisionnistes quant à eux sont pour le désarmement

de la France pour mieux servir le social-impérialisme. Sur toutes ces questions fondamentales le P.S. est plus proche des positions du gouvernement actuel que de celles du P.«C.»F.

Les positions définies il y a deux ans par le Programme commun sur ces questions, positions particulièrement floues, ne faisaient qu'exprimer un certain rapport de forces entre le P.«C.»F. et le P.S. Elles témoignaient d'un compromis instable et totalement inapplicable. Depuis, le rapport de forces révisionnistes-socialistes n'a cessé d'évoluer au profit du P.S. (et cela grâce à Marchais lui-même...).

Sur le plan électoral, le P.S. a largement dépassé le P.«C.»F. C'est là une des raisons de fond pour lesquelles le Programme commun est aujourd'hui mort et enterré. Il exprimait un rapport de forces qui n'existe plus. Si de temps à autre les révisionnistes tentent de réchauffer ce cadavre c'est tout simplement parce qu'ils savent que le « Programme commun » était le fruit d'un rapport de forces qui leur était moins défavorable qu'aujourd'hui. Ils s'y raccrochent en quelque sorte à la façon d'un « noyé » qui cherche à se retenir à une branche pourrie.

Le problème des révisionnistes est aujourd'hui le suivant : dans la situation de crise actuelle du système capitaliste, devant la montée des luttes ouvrières, les révisionnistes se préparent à voler au secours du capital en accédant au gouvernement. Mais ils craignent deux choses :

1) De ne pas avoir un poids suffisant pour imposer des concessions décisives vis-à-vis du social-impérialisme dans le cadre d'un gouvernement regroupant les socialistes et d'autres forces de la bourgeoisie. Ils craignent ainsi d'être obligés d'accepter une politique qui ne corresponde pas aux

ambitions du social-impérialisme, ou tout au moins de ne pas pouvoir obtenir des concessions suffisantes en échange de leurs services.

2) Que le développement du P.S. et leur recul produisent un déséquilibre tel qu'ils ne soient pas indispensables dans un premier temps dans le cadre d'un nouveau gouvernement. Ils craignent que ce déséquilibre permette la formation d'un gouvernement avec le P.S. et dont ils seraient écartés. Leur souci numéro un est donc de mettre un frein à ce processus de développement du P.S. à leurs dépens. Ce développement du P.S. a été produit par deux facteurs :

1. Par la politique des révisionnistes eux-mêmes et en particulier de Marchais. C'est elle qui a permis le développement du P.S. En particulier, lors des élections présidentielles elle a fait de Mitterrand le porte-parole officiel de la prétendue gauche et lui

a ainsi donné un prestige qu'il n'avait pas.

2. Par la politique de la bourgeoisie elle-même. Celle-ci a besoin d'un P.S. puissant. C'est en effet la condition pour éviter de trop importantes concessions vis-à-vis du social-impérialisme. Elle a besoin d'un Parti communiste conservant son influence dans la classe ouvrière afin de lui assurer la « paix sociale », mais elle a besoin aussi d'un P.S. plus puissant encore afin de ne pas être obligée de faire de trop importantes concessions dans la politique internationale.

C'est sur ce fond politique que s'est tenu le XXI^e congrès du parti révisionniste. On peut dire que ce congrès s'est tenu sur une position défensive. La question centrale étant pour les révisionnistes : Comment arrêter le recul du P.«C.»F. afin qu'il soit à même de jouer son rôle de défenseur du capitalisme et d'agent du social-impérialisme ?

Rien de nouveau sur le fond

Les orientations définies par le C.C. de juin 1974 ont été conservées sur le fond. C'est d'ailleurs parfaitement normal car elles constituent le fond même du révisionnisme.

1- La résolution de ce congrès réaffirme l'objectif des révisionnistes. « Ce que nous proposons à notre peuple, c'est une expérience nouvelle, précise, limitée. » Ce qui signifie : gérer le capitalisme.

2) Elle reprend l'appel à l'alliance avec les représentants des monopoles, le « compromis historique » : « Bien que des Français se considèrent d'une autre famille politique que les partis de gauche, l'expérience favorise et favorisera leur prise de conscience que cela ne constitue pas un obstacle avec les communistes, avec la gauche. »

3) Elle reprend la même politique d'adhésion :

Le P.«C.»F. « est ouvert sans exclusive à tous ceux et à toutes celles qui veulent agir pour les grandes transformations démocratiques ».

Donc, comme on le voit, le fond reste le même.

Mais ces orientations sont moins affirmées qu'en juin 1974 et elles sont enrobées derrière une façade « gauchisante » qui répond à un double objectif : escamoter les critiques formulées à la base contre la ligne de Marchais ; faire apparaître une différence entre le P.«C.»F. et le P.S.

C'est ainsi qu'on voit réapparaître le « socialisme » dans la résolution du XXI^e congrès. C'est-à-dire qu'on en

revient à la position révisionniste du « Manifeste de Champigny ».

On parle du rôle de la classe ouvrière.

Quant aux adhésions, on déclare qu'adhérer au P.«C.»F. « c'est agir pour le triomphe ultérieur du socialisme ».

Le seul élément nouveau se trouve dans les attaques à l'égard des collègues de « l'union de la gauche » contenues dans la résolution.

Alors que dans le projet de résolution les révisionnistes parlaient de la « donnée stable » de l'union de la gauche, aujourd'hui ils ne parlent que d'une « donnée fondamentale ».

Les attaques contre le PS contenues dans la résolution du XXI^e congrès visent :

1. A escamoter, aux yeux des militants qui ont le sentiment d'avoir tiré les marrons du feu pour Mitterrand, la responsabilité de la ligne révisionniste dans le développement du P.S. et les reculs du P.«C.»F.

2. A freiner le développement de la social-démocratie.

De toute évidence ce congrès n'a rien réglé du tout pour les révisionnistes. Il est inévitable que de nouveaux développements interviennent car la question de fond qui est celle des contradictions avec le P.S. n'est pas réglée. Et il n'y aurait rien d'étonnant à ce que d'ici quelques temps Marchais se trouve sur la sellette par ses confrères révisionnistes eux-mêmes.

André COLERE

Un double numéro de « PROLETARIAT » sortira le premier janvier

Les lecteurs et diffuseurs de « Proletariat » ont constaté que le numéro prévu pour le 1^{er} Octobre 1974 n'est pas paru.

La raison essentielle de cette insuffisance réside dans le fait qu'un article très important a dû être retiré du sommaire au dernier moment, non parce qu'il était erroné, mais parce qu'il était dépassé. Il s'agissait d'une analyse du contenu idéologique, politique et organisationnel du Parti révisionniste. Mais les lecteurs n'auraient pas compris que ce document ne porte pas essentiellement sur la situation postérieure de ce Parti contre-révolutionnaire à la suite de son Congrès « extraordinaire ».

Il est préférable de reconnaître

une insuffisance que de publier un document pouvant apparaître comme nettement en retard. C'est pourquoi le numéro du 1^{er} Octobre a été annulé. Un numéro double paraîtra le 1^{er} janvier, qui comblera les lacunes ainsi autocritiquées, et un sommaire enrichi.

Naturellement les abonnés ne souffriront d'aucune restriction par rapport à ce manque et recevront le nombre entier de numéros pour lequel ils ont souscrit leur abonnement.

Le prix d'un numéro simple a dû en outre être porté à 9 F. Le numéro double sera diffusé à un tarif n'excédant pas 15 F.

EN AVANT POUR

L'HUMANITÉ



Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !

rouge

QUOTIDIENNE !

Quel est le militant qui n'a déjà rêvé de voir notre hebdomadaire se transformer en quotidien ? Chacun de nous sait quelle arme exceptionnelle constituerait la disposition d'un organe marxiste-léniniste collant chaque jour à l'actualité des luttes en France comme sur le plan international.

Mais jusqu'ici nous avons toujours été contraints de mener des combats, des batailles politiques pour conserver « l'Humanité rouge ». Nous avons remporté des succès temporaires, comme par exemple la possibilité de passer à 12 pages hebdomadaires. D'autres fois, le déficit de nos règlements à l'imprimeur s'accroissant gravement, nous avons lancé des campagnes de souscription exceptionnelles, et, dans de courts délais, nous avons réussi à recevoir le soutien indispensable qui nous permettait de redresser la situation et de poursuivre notre parution dans des conditions précaires mais permettant néanmoins la continuité de la sortie de notre journal.

UNE SITUATION NOUVELLE

Or voici qu'apparaît une situation nouvelle comportant deux éléments contradictoires :

— D'une part, les tarifs en constante augmentation, la flambée spéculative sur le papier, les difficultés accrues de la distribution mettent en danger la vie de notre journal, le menacent de disparition ;

— D'autre part, la situation politique, l'essor des luttes en France et dans le monde, les succès croissants des marxistes-léninistes (unification, manifestations, meetings, activités concrètes dans les usines, liens établis avec la classe ouvrière, etc.) créent la nécessité de disposer d'une tribune journalistique toujours plus liée à l'actualité.

Les perspectives de luttes, inséparables de la crise du système capitaliste, exigent que nous prenions dans le meilleur délai possible toute mesure concrète permettant de répondre aux nécessités nouvelles dans le cadre de nouvelles vagues populaires et prolétariennes d'ampleur inégalée.

LENINE a toujours insisté sur le rôle spécifique de premier plan de la presse dans les périodes de montée du mouvement révolutionnaire des masses. Il a expliqué la fonction d'organisateur collectif, d'agitateur-propagandiste d'un quotidien communiste.

COMMENT FAIRE ?

Différents groupes révolutionnaires ont déjà tenté, dans notre pays, de recourir à la publication d'un quotidien. En mai-juin 1968, des militants idéologico-politiques hétérogènes lancèrent « Action », qui ne survécut pas au reflux de la vague révolutionnaire. Par la suite, les groupes nés du courant spontanéiste, notamment celui rattaché à « La

Cause du Peuple » et à la « Gauche prolétarienne », soutenus par Jean-Paul Sartre et une partie de l'intelligentsia révolutionnaire, impulsèrent la parution, puis la diffusion du quotidien « Libération ».

S'ils y mirent un grand enthousiasme, s'ils y dépensèrent avec beaucoup de désintéressement des sommes assez impressionnantes, ils ne parvinrent pas, et pour cause, à la qualité journalistique indispensable dans les domaines idéologique, politique et culturel et ne réussirent pas à gagner un nombre suffisant de lecteurs quotidiens réguliers, n'eurent que peu d'impact dans la classe ouvrière, et l'on sait quelles sont les difficultés actuelles de « Libération » qui n'a pu reparaitre depuis le mois de juillet dernier.

Ces expériences concrètes sont riches d'enseignements pour les marxistes-léninistes, et c'est en tenant compte que nous allons nous engager dans la grande bataille de « l'Humanité rouge » quotidien !

UNE MESURE TRANSITOIRE

Pour commencer, le principe de base, fondamental sur lequel nous allons nous appuyer, c'est de compter sur nos propres forces. Il importe donc que nous obtenions une mobilisation totale de nos lecteurs, amis et camarades sur l'objectif poursuivi.

Cela ne se réalisera qu'en associant étroitement les plus larges masses à la bataille politique que nous livrerons.

Mais nous progresserons par étapes et en nous efforçant de tenir compte des conditions concrètes liées à la société dans laquelle nous luttons.

Ainsi, pour commencer, nous ne publierons pas l'« Humanité rouge » tous les jours de la semaine, mais seulement trois fois, probablement le lundi, le mercredi et le vendredi.

Mais pendant cette étape de lancement, nous maintiendrons la publication de l'« Humanité rouge » tous les quinze jours, sous sa présentation actuelle. Cette dernière formule ne disparaîtra définitivement qu'au moment où nous parviendrons à la publication quotidienne intégrale.

Pourquoi ces mesures ?

Parce que nous n'avons pas l'intention d'utiliser, au moins au départ, les circuits de distribution capitalistes, c'est-à-dire N.M.P.P., ou de ne l'utiliser que dans une proportion réduite susceptible d'éviter les pertes consécutives à des bouillons trop importants. Il importe de tenir compte des conditions fort mauvaises de cette forme de distribution commerciale. De nombreux exemplaires de notre journal ne sont jamais affichés, il faut souvent les exiger avec beaucoup d'insistance pour en obtenir la fourniture dans certains kiosques. De plus, dans certains sous-dépôts, comme ceux de Marseille ou du Havre entre autres exemples, des sabotages

habiles mais fréquents sont pratiqués par les révisionnistes qui ont la haute main sur certaines sections syndicales.

Le numéro qui relatait les luttes des marins du « France » et dénonçait les manœuvres des bonzes syndicaux révisionnistes a été pratiquement introuvable dans les kiosques du Havre, alors que d'autres numéros y sont régulièrement vendus à des clients habituels.

Par ailleurs, la grève actuelle des P.T.T. nous a permis de réaliser certaines expériences concrètes de distribution pas nos propres forces en direction de nos militants, dont les résultats se sont avérés encourageants. Il faut édifier notre propre organisme, celui que LENINE avait baptisé la « poste rouge ».

UN EFFORT FINANCIER PLUS IMPORTANT QUE JAMAIS

Dans cette bataille la question financière est une question politique de première importance. Il nous faut disposer de fonds supplémentaires à nos rentrées habituelles pour un montant d'au moins 200 000 F (20 millions d'anciens francs) avant le 1^{er} mars 1975, c'est-à-dire dans les trois mois qui viennent.

Les premiers numéros du « tri-hebdomadaire » sortiront très bientôt, dès que les premières souscriptions auront été réceptionnées. Des mesures concrètes vont être mises en application pour organiser la participation concrète de tous nos militants et amis à cette grande entreprise. Mais d'ores et déjà nous les appelons tous à engager la bataille de masse pour les 20 millions qui feront, dans une première étape que nous disposerons d'une presse presque quotidienne entièrement indépendante et libre, une presse authentiquement révolutionnaire prolétarienne, une presse véritablement marxiste-léniniste.

**LECTEURS, AMIS ET CAMARADES,
ECRIVEZ-NOUS,
ADRESSEZ-NOUS VOS SUGGESTIONS,
AIDEZ-NOUS !**

Chacun de nos lecteurs, militant ou sympathisant, ou même lecteur occasionnel mesurera l'ampleur de l'initiative que nous entreprenons. Il comprendra sa signification et sa portée idéologique et politique de caractère historique.

Il est indispensable que le Comité d'administration et rédaction de l'« Humanité rouge » ne se sente pas isolé dans cette bataille, il ne pourra aller de l'avant que s'il a le soutien explicite de tous. Aussi nous demandons vous de nous écrire, de faire vos suggestions, de fixer les modalités de votre participation à la bataille engagée, chacune de vos lettres sera étudiée avec soin et contribuera à assurer le succès auquel nous aspirons.

En avant tous ensemble dans la grande bataille politique et idéologique pour un quotidien révolutionnaire prolétarien, pour l'« Humanité rouge » quotidien !

En avant pour une souscription supplémentaire d'au moins 200 000 F avant le 1^{er} mars 1975 !

Suzanne MARTY
Jacques JURQUET
et les membres
du comité d'Administration
et de Rédaction
de l'« Humanité rouge »



Hôpital de Dijon :

le patron licencie un travailleur marxiste-léniniste, la C.G.T. refuse de le défendre

Les révisionnistes viennent de montrer une fois de plus qui ils ont : les pires ennemis de la classe ouvrière et du peuple.

Les travailleurs de l'hôpital du Bocage l'ont constaté à l'occasion du licenciement d'un des leurs, brancardier à l'hôpital.

La direction a en effet licencié un camarade, syndicaliste CGT. Le motif invoqué concerne sa « manière de servir » (sic !) Mais si le patron le vide, c'est bien parce qu'il dénonçait les conditions de travail qui régnaient à l'hôpital et appelait les hospitaliers à s'organiser et à lutter classe contre classe.

Dès l'annonce de son licenciement, nous avons distribué deux tracts de suite pour exiger la réintégration de notre camarade ; ils ont été bien accueillis par les travailleurs.

Le patron qui avait (soi-disant) « suspendu » sa décision a pris alors prétexte de ces tracts pour le licencier définitivement.

C'est là qu'apparaissent MM. les révisionnistes. Ils ont refusé de mobiliser le personnel après avoir tout fait pour étouffer dès le début ce licenciement. (Pardon ! ils ont quand même mené une « action » ; ils sont allés deux fois pleurnicher chez le directeur pour l'attendrir...)

Ils ont ensuite repris l'argument du patron et rejeté la responsabilité du licenciement de notre camarade sur... les marxistes-léninistes.

Enfin après trois semaines d'attente, la commission exécutrice de la CGT sur le CHR A REFUSE PAR SIX VOIX CONTRE TROIS DE DEFENDRE NOTRE CAMARADE :

« la CGT ne défend pas les gauchistes ». Il faut dire que ces messieurs n'étaient plus très chauds pour le soutenir car il avait dès le début défendu nos tracts devant ses copains de travail et dénoncé les attaques conjointes du patron et des dirigeants révisionnistes.

AFFICHEZ L'H.R.



Quelques jours après (le 23) a eu lieu à la Bourse du Travail un meeting contre... les licenciements organisés par la CGT, la CFDT et la FEN ; il y avait environ 500 personnes dont de nombreux postiers en grève.

Alors que des camarades distribuaient des tracts exigeant la réintégration du brancardier licencié et attaquant le révisionnisme, Chapotet, secrétaire de l'UD-CGT et un autre ont tenté de leur arracher les tracts ; ils ont brutalisé une camarade en la traitant de « putain ». Pas de chance pour eux ; les camarades ont tenu bon et ont poursuivi avec détermination la distribution.

Cette affaire a d'ailleurs provoqué pas mal de discussions parmi les travailleurs qui y avaient assisté.

Dans la salle, le même Chapotet faisait son baratin mystificateur pour tenter de récupérer la combativité des travailleurs et notamment des postiers.

Notre camarade licencié l'attaqua en dénonçant les dirigeants CGT qui défendent les travailleurs en parole et les patrons dans les actes. Alors que sur la demande d'un travailleur, il montait à la tribune pour s'expliquer, les pontes CGT et FEN l'empêchèrent de parler ; ils furent d'ailleurs sifflés et hués par une partie de l'assistance.

La réalité, la voilà : les dirigeants révisos trompent les travailleurs ; ils font semblant de les défendre pour les amener ensuite sur le terrain de la collaboration de classes.

Ils se foutent pas mal des milliers de travailleurs qui se retrouvent sur le pavé. S'ils les défendent en parole, c'est pour mieux les trahir, c'est pour s'assurer leurs voix et prendre ainsi le pouvoir.

Mais rien ne changera, puisque l'Etat capitaliste restera en place. Les révisionnistes au pouvoir, c'est la bourgeoisie au pouvoir.

Voilà pourquoi ils ne défendent pas les travailleurs licenciés et s'opposent par tous les moyens à la lutte de classe.

Ils ne veulent à aucun prix entendre parler de mouvement révolutionnaire des masses ni de Révolution prolétarienne parce qu'ils en ont une peur bleue, en bons bourgeois qu'ils sont.

Les travailleurs commencent à comprendre qui ils sont en réalité.

Osons attaquer de front le révisionnisme. Tous unis à la base et dans l'action, nous ferons céder les patrons et démasquerons les dirigeants révisionnistes.

C'est ainsi que nous nous lierons toujours plus aux masses.

Non à tout licenciement ! Exigeons la réintégration immédiate de notre camarade licencié !

A l'offensive contre le révisionnisme, obstacle principal à la Révolution prolétarienne.

Les communistes M.-L. du CHR (Centre hospitalier régional) de Dijon.

Un supplément au n° 246 de « L'HUMANITE ROUGE » est paru la semaine précédente consacré au XXI congrès du P. « C. » F.

Il n'a pas été distribué en kiosques.

Vous pourrez vous le procurer en nous écrivant ou auprès de nos diffuseurs.

LUTTE AU FOYER

rue M.-Moreau (Paris)

- Contre la dégradation de leur foyer (sanitaires, douches, portes, fenêtres),
- Pour la réouverture d'une infirmerie et d'une salle de cours
- Pour la reconnaissance d'un Comité de locataires démocratiquement élu,
- Contre la hausse injustifiée de leur loyer.

Les travailleurs africains du foyer rentrent dans leur 13° mois de grève (des loyers).

13 mois de lutte efficace et continue ; 13 mois pendant lesquels la direction de ce foyer (l'A.F.R.P.) a observé un mutisme assez significatif.

Le 15-10-74, l'A.F.R.P. consent, sous la pression des travailleurs, grâce à la solidarité développée par l'opinion démocratique française, s'exprimant notamment au sein du Comité de soutien, à recevoir une délégation de travailleurs.

Mais, quelles sont en fait les propositions de l'A.F.R.P. ?

● Sous le couvert d'une évacuation nécessaire pour engager les travaux, l'A.F.R.P. vise à :

- Imposer un foyer de « luxe » (2 par chambre au lieu de 8). (En fait c'est pour pouvoir expulser 132 travailleurs sur 240, et ainsi casser la grève en enlevant une partie, qui vise principalement les grévistes les plus actifs.

Le gérant dit « qu'il y a trop de monde ». NDLR. Il veut donc :

● Réduire le nombre des travailleurs Brieux la collectivité des travailleurs du foyer.

La situation est claire. L'A.F.R.P. refuse de répondre aux revendications précises des travailleurs. Conscients que les travaux de réfection peuvent s'effectuer sans quelque évacuation que ce soit (cela a été fait à Bagnolet), les travailleurs dénoncent les manœuvres de diversion de l'A.F.R.P.

- La prétendue nécessité d'évacuer

TRAVAILLEURS



les foyers partiellement, n'est en fait qu'un moyen de légitimer une EXPULSION imminente de 108 travailleurs.

● Seule une opinion largement mobilisée, seul un soutien efficace donné à la lutte des travailleurs, plus que jamais décidés à défendre leurs intérêts, peut empêcher l'expulsion de 108 travailleurs.

● C'est l'action massive et concertée des travailleurs, soutenue par toute l'opinion démocratique, qui fera reculer l'A.F.R.P., l'obligera à considérer les revendications des travailleurs.

● Pour un soutien de plus en plus large.

● Pour exiger de l'A.F.R.P., la satisfaction des justes revendications des locataires du 44.

● Pour que cessent les manœuvres de division de l'A.F.R.P.

Venez nombreux au meeting organisé par le Comité de Grève et le Comité de Soutien aux grévistes, le SAMEDI 16 NOVEMBRE à partir de 15 HEURES, 55, RUE DE BELLEVILLE.

D'après un tract du Comité de Grève et du Comité de Soutien

E.D.F.-G.D.F.

Unification syndicale et social-fascisme

Les assises nationales C.G.T.-C.F.D.T. d'E.D.F.-G.D.F. se sont tenues le 22 octobre avec une participation de 4 500 militants des deux fédérations (3 300 C.G.T. et 1 200 C.F.D.T.).

Dès le début, le secrétaire fédéral de la C.G.T., Pauwels, rappelait que « puisqu'il subsiste des divergences, il est normal qu'il y ait deux organisations, mais les assises doivent permettre d'avancer vers l'unité », avouant ainsi le véritable but de ce grand meeting : l'unification syndicale, l'absorption de la C.F.D.T. dans la C.G.T. pour améliorer l'encadrement des travailleurs, pour mieux servir le futur gouvernement de « gauche » en réprimant les luttes.

Après l'intervention des deux secrétaires fédéraux (une heure et demie) rappelant la plate-forme commune mise au point (augmentation du pouvoir d'achat de tous, même des cadres supérieurs, salaire à 2 000 F pour l'ouvrier ou l'employé qualifié, défense et consolidation des nationalisations et du service public), la parole était donnée à la « base », c'est-à-dire à un représentant de chaque organisation pour chacune des dix-sept régions.

Dès le début, des divergences appréciables s'expriment : la plupart des délégués C.F.D.T. mettent en avant les « augmentations égales pour tous », montrant leur caractère mobilisateur, la mise en cause de la hiérarchie capitaliste et du capitalisme lui-même.

C'en est trop : le secrétariat fédéral C.G.T. se réunit pendant la pause-repas et exige de la fédération C.F.D.T. qu'il ne soit plus question d'augmentations égales pour

tous l'après-midi et que les interventions s'en tiennent à la plate-forme commune. Bien plus, il annonce qu'il interdit à un délégué C.F.D.T. qu'il devait prendre la parole de le faire ! (il s'agit d'un militant travaillant à la C.C.A.S., œuvres sociales du personnel gérées par les fédérations syndicales, en fait par la C.G.T., plus gros club de vacances de France, bastion révisionniste).

Voilà bien le social-fascisme : toutes les précautions avaient été prises pour que l'« unité » se fasse à 100 % sur les bases révisionnistes (plate-forme préalable, peu d'interventions, etc.).

Quelle est la réaction du secrétariat fédéral C.F.D.T. ? Il va voir les intervenants pour leur demander d'accepter les demandes des révisionnistes. Des réunions de délégués C.F.D.T. ont lieu. Plusieurs refusent, veulent débattre des divergences, n'acceptent pas de taire les revendications du personnel. Alors, le secrétaire fédéral adjoint C.F.D.T., Tiersen, monte à la tribune, rappelle la plate-forme commune et exige, sous les vivas des bons révisionnistes, que les délégués C.F.D.T. ne parlent plus d'augmentations égales pour tous ! Il est suivi de Pauwels, qui développe ses positions réactionnaires de défense de la hiérarchie capitaliste.

Plusieurs délégués C.F.D.T. quittent alors les assises. D'autres restent avec la volonté de maintenir leurs interventions telles que définies avec les syndiqués, à la base. Le délégué C.F.D.T. à qui les révisionnistes avaient interdit de prendre la parole en fait de même. Les secrétariats fédéraux le mettent

ORTF Histoire d'une trahison

Cela fait maintenant un mois que les travailleurs de l'Office déclenchèrent la grève pour leur emploi et leur unité. Dès le premier jour 10 000 d'entre eux étaient en grève ; à Paris le 8 octobre un millier de grévistes envahissent spontanément la Maison de la Radio ; le 9 octobre 3 000 grévistes se réunissent à la Bourse du Travail pour reconduire le mouvement et le renforcer. Et c'est ce 9 octobre que les dirigeants syndicaux trahissent les travailleurs en leur imposant un vote à bulletins secrets, avec les non-grévistes, pour arrêter la grève générale et déclencher des « grèves » de deux jours toutes les semaines. En les divisant, en jetant le désarroi dans les rangs des travailleurs, les dirigeants syndicaux, révisionnistes en tête, venaient une fois de plus d'accomplir leur sale besogne.

Pourquoi ? Principalement parce que la course au pouvoir des dirigeants révisionnistes ne vise pas à instaurer le socialisme en France, mais à apporter une solution de rechange à la bourgeoisie monopoliste en crise en plaçant la France sous la tutelle du social-impérialisme soviétique. Cette course éfrénée se fait dans la panique car de leur côté les travailleurs engagent la lutte résolument contre la crise et ses conséquences, affolant ainsi les dirigeants révisionnistes. Dans ces conditions, le contre-feu ne se fait pas toujours « élégamment », et la signature en catastrophe d'accords de collaboration de classe (comme celui du 14 octobre sur les licenciements) ne suffit pas toujours. Il leur faut aussi recourir à la trahison ouverte, le risque d'être démasqués leur paraissant secondaire, le principal étant d'empêcher coûte que coûte le développement des luttes populaires contre le régime en crise.

Leurs agissements à l'O.R.T.F. s'inscrivent dans cette ligne générale. Pour ces raisons, la révélation politique de leur trahison dénoncée par la cellule clandestine de l'entreprise du PCMLF (voir Humanité rouge n° 245) mérite quelques éclaircissements, la dénonciation et la lutte contre les dirigeants révisionnistes et leur ligne politique s'affirmant chaque jour davantage comme la tâche des véritables communistes.

Pour bien comprendre la profondeur de la trahison révisionniste il faut revenir au mois de septembre, vers le 15, lorsque les travailleurs du « France », de Titan-Coder et de la S.N.I.A.S. engageaient la lutte contre les licenciements, ferme et résolue au départ. (Apparemment ils n'avaient pas compris la « tactique » définie par Ségué quelques jours plus tôt : « harceler le gouvernement de négociations ». Les révisionnistes, fortement implantés à la direction des syndicats de ces entreprises, allaient se charger de les remettre dans la voie de garage de l'intérêt national, du Programme commun et autres gadgets de la collaboration de classe.)

C'est dans ce contexte que les dirigeants syndicaux de l'O.R.T.F. appelaient le 11 septembre à une grève « dure » et « illégale », et élaboraient le 16 septembre une plate-forme de lutte comportant notamment le maintien du statut unique de l'Office et une négociation globale de toutes les revendications, objectifs unificateurs, mobilisateurs et opposés à la loi, pour lesquels les travailleurs se sont massivement prononcés.

C'est sur ces bases que se préparait la grève générale en assemblées générales, à Paris et en province. Le 1° octobre, au centre de Lyon, le secrétaire général du syndicat C.G.T. mobilisait « hardiment » les travailleurs en insistant sur le caractère fasciste de la loi du 7 août, ses graves conséquences et la nature de la riposte qu'il convenait d'y apporter. Deux délégués de l'U.D.-C.F.D.T. présents dans la salle se sont émus de la virulence de ton du secrétaire du S.N.R.T.-C.G.T. et informèrent le soir même leur confédération « caftant » ce dangereux « gauchiste ».

Sans plus tarder le bureau de la confédération C.F.D.T. intervenait auprès des dirigeants de la C.G.T. pour arrêter sur le champ cette violation de l'accord C.G.T.-C.F.D.T. sur « la conduite des luttes dans l'entreprise » de juin 1974. Aussitôt les dirigeants de la C.G.T. convoquaient la Commission exécutive (c'est le mot). C'est devant cette haute cour que le secrétaire du syndicat C.G.T. de l'O.R.T.F. s'entendit notifier par Ségué et Krasucki la volonté des dirigeants révisionnistes de voir s'arrêter la grève de l'O.R.T.F. avant qu'il n'y ait « trop de casse ». C'était le 2 octobre et les révisionnistes avaient eu le temps de se rendre compte, sur le « France » et à Titan-Coder, que la combativité des travailleurs contre les licenciements n'était pas un vain mot. De plus ils ne tenaient pas, dans leur perspective d'accession au pouvoir, à se retrouver avec des travailleurs victorieux ayant pris goût à la lutte et à la victoire, quelle que soit la fraction de la bourgeoisie au pouvoir.

Le 5 octobre, Jeannelle, secrétaire de la fédération C.G.T. du spectacle, transmettait officiellement la décision sous forme de « conseil » (sic) au Bureau national du S.N.R.T. Le 8 octobre, le Conseil syndical du S.N.R.T., réuni à quelques centaines de mètres d'une Maison de la Radio occupée par les grévistes, servait de chambre d'enregistrement aux décisions de Ségué et Krasucki. Sans qu'intervienne le moindre vote à l'Assemblée des conseillers syndicaux, statutairement souveraine, avait lieu le « conseil » « fraternel » de la Commission exécutive. Le 9 octobre, au deuxième jour de la grève, le président du S.N.R.T., parlant au nom de l'Intersyndicale, présentait la décision devant 3 000 grévistes. Démagogie, servilisme, chantage, tout y passa pour contraindre les travailleurs à plier. Le lendemain, dans les centres, ce fut l'explosion, en particulier à Lyon et Joinville. Mais la trahison était consommée ; les travailleurs, l'arme au pied, plongés dans le découragement et l'incertitude.

Le 14 octobre au soir, à Paris, se tenait la réunion constitutive du Comité de Lutte de l'O.R.T.F. Quatre jours plus tard, le 18, à 22 heures 10, alors que l'Intersyndicale restait muette devant l'annonce que venait de lui faire Marceau-Long de 489 nouveaux licenciements, le Comité de Lutte prenait l'antenne en direct et annonçait la mobilisation de tous les travailleurs de l'Office pour une grève générale illimitée.

Depuis, sans discontinuer, avec ténacité, surmontant mille et mille difficultés, des menaces d'exclusion syndicale aux menaces physiques, des centaines et des centaines de travailleurs de l'Office se préparent à cette lutte, dans un esprit largement unitaire, mais chaque jour plus fermes avec ceux dont ils comprennent à tout instant que ce sont eux — LES DIRIGEANTS REVISIONNISTES — LES PIRES ENNEMIS DE LA CLASSE OUVRIERE.

P.S. — Alors que, lors des assises, le salaire de 2 000 F au 1° juillet (soit 2 080 F aujourd'hui), était revendiqué pour l'ouvrier et l'employé qualifié, trois jours après les révisionnistes ne demandaient plus que 1 930 F au 1° octobre ! L'écart se monte à 150 F !

Correspondant H.R.

CONTRE LES LICENCIEMENTS ! POUR NOTRE UNITE ! CLASSE CONTRE CLASSE ! GREVE GENERALE ILLIMITEE !

Correspondant « H.R. » 31 octobre 1974

Travailleurs de l'ORTF

TOUS EN GREVE GENERALE

contre la loi scélérate qui nous précipite vers le chômage

Le STATUT UNIQUE des 15 000 travailleurs de l'Office est un obstacle pour le gouvernement monopoliste, à restructurer le marché de l'audiovisuel, pourquoi ?

Parce que 15 000 travailleurs ayant les mêmes critères d'embauche, de salaires, de travail, et faisant bloc en cas d'attaques, sont plus difficiles à soumettre aux pressions patronales multiples.

Avec la division en 7 sociétés, l'unité et la capacité de défense de ces 15 000 travailleurs est affaiblie devant les attaques monopolistes.

TROMPERIES SUR LES CONVENTIONS COLLECTIVES

En parlant de garantie d'emploi, les révisionnistes, surtout par la voix de la C.G.T., entretiennent des illusions conscientes, en prônant « une » ou « des » conventions collectives, qui entrèneraient la division définitive du personnel.

Tromperie encore en faisant croire qu'ils pourront défendre les avantages acquis, dans ces conventions, alors que sur le marché du travail de l'audiovisuel, il y a un vol de chômage suffisant pour permettre aux patrons d'imposer leurs conditions aux travailleurs.

ASSEZ DE TRACTATIONS, DE MENSONGES, DE DETOURNEMENT DE NOS LUTTES. COMPTONS SUR NOS PROPRES FORCES ET DEMASQUONS LES DIRECTIONS SYNDICALES, INSTRUMENTS DES PARTIS PRETENDUS DE « GAUCHE » QUI MARCHANDENT LE POUVOIR AVEC LA BOURGEOISIE

En lui donnant des garanties de bons questionnaires devant la crise (briseurs de grève, projets de syndicat unique).

Tout en se réservant la possibilité de faire pression sur la bourgeoisie avec la menace du mouvement des travailleurs utilisé comme masse de manœuvre.

Ce que veulent à tout prix les dirigeants révisionnistes, c'est gérer les affaires du capital monopoliste français et entraîner la France dans la zone d'influence du social-impérialisme d'U.R.S.S. socialiste en parole, fasciste et impérialiste dans les faits. Tels sont les dessous politiques de la trahison des luttes revendicatives de la classe ouvrière et du peuple travailleur de France.

Ripostons avec toute notre énergie en prenant notre lutte en main afin de porter des coups fatals à la bourgeoisie monopoliste et à ses collaborateurs : les réformistes, et surtout, les révisionnistes.

Camarades, tous unis à la base et dans l'action !

En avant pour un combat dur, une grève générale et victorieuse pour l'abrogation de la loi scélérate afin de rester tous unis contre tout licenciement !

Serrons les coudes !

Parti communiste marxiste-léniniste de France, cellule clandestine de l'O.R.T.F., Commune de Paris, le 3 novembre 1974.

Le 31 octobre, à la Mutualité

SUCCÈS DU MEETING DE L'HUMANITÉ ROUGE CÉLÉBRANT LE 1^{ER} NOVEMBRE 1954

3.000 personnes ont assisté jeudi soir 31 octobre, salle de la Mutualité, à un meeting commémorant le 20^e anniversaire du déclenchement de la lutte de libération nationale du peuple algérien contre le colonialisme français. Une large majorité de frères algériens étaient présents.

À l'entrée du meeting, plusieurs tables de diffusion étaient disposées :

— Celle de l'Humanité-Rouge où l'on remarquait une pile du premier numéro « Spécial Algérie » fêtant le 10^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, celles du CILA, des éditions du Centenaire qui diffusaient les deux premiers tomes de l'étude de Jacques Jurquet, la « Révolution nationale algérienne et le Parti communiste français » et exposaient des romans, essais ou nouvelles ou études algériennes distribués par la SNED.

À l'extérieur de la salle, le CILA présentait une exposition photo montrant l'édification d'une économie nationale indépendante en Algérie : plusieurs clichés décrivait rapidement la médecine gratuite, la lutte de l'Algérie pour la possession et l'exploitation de ses matières et ressources naturelles, la révolution agraire, l'industrie se mettant au service de l'agriculture et enfin la place de l'Algérie dans le monde. Une autre exposition photo à l'intérieur de la salle retraçait l'histoire de la lutte de libération nationale.

Dans un hall central, un montage diapositive d'une dizaine de minutes illustrant l'édition de l'Humanité Rouge permit d'attendre sans impatience le début du meeting.

De nombreuses banderoles décoraient la salle ; certaines rappelaient la lutte héroïque du peuple algérien,



Les différents stands de diffusion. De gauche à droite : le stand de l'Humanité Rouge, du CILA et des Editions du Centenaire.

Extrait de l'intervention de Jacques Jurquet concernant le racisme

Dès le début de son discours, Jacques Jurquet situe dans l'histoire des peuples révolutionnaires la date du 1^{er} novembre 1954 et justifie sa célébration par « l'Humanité rouge ». Il expose ensuite la nécessité de décoloniser l'histoire du colonialisme, en France même, relate ce que signifia pour le peuple algérien l'occupation de son pays de 1830 à 1962, et souligne sa résistance constante, opiniâtre et finalement victorieuse.

Puis il traite de la place actuelle de l'Algérie sur la scène internationale, s'appuyant sur plusieurs déclarations du président Boumediène portant sur l'indépendance nationale des peuples du tiers monde, la question du pétrole, la question de la Méditerranée et enfin la question palestinienne.

L'orateur expose alors la théorie des « trois mondes », en démontrant que le tiers monde est la force motrice de la Révolution contre les deux super-puissances du premier monde.

Après quoi Jurquet dégage les enseignements de la Révolution nationale algérienne valables pour le peuple français lui-même.

Puis Jacques Jurquet en vient aux problèmes de l'émigration et du racisme :

Quelle est donc l'origine de cette émigration ?

Elle est exclusivement dans le colonialisme, qui, ainsi, même vaincu, sévit encore à sa manière. L'émigration est une séquelle du colonialisme dans la mesure où elle résulte du retard de développement économique de l'Algérie exclusivement dû à l'entrepris du pillage et de l'exploitation coloniales, ainsi qu'aux destructions imposées par la guerre de libération nationale.

L'exploitation éhontée des travailleurs immigrés en France constitue d'ailleurs une forme particulière de néo-colonialisme.

Cette surexploitation exercée dans

d'ignobles conditions s'accompagne depuis plusieurs années d'un regain de racisme. D'innombrables agressions ont été perpétrées contre des ressortissants algériens et aussi des autres pays de l'Afrique du Nord. Des attentats criminels ont visé et frappé des édifices dépendant de l'Algérie, et même des immeubles jouissant de l'extraterritorialité diplomatique comme le Consulat général d'Algérie à Marseille.

Nous nous sommes trouvés sur place peu de temps après l'explosion qui a fait quatre morts et plus de vingt blessés. C'était un véritable spectacle de bombardement aérien. Quand les sauveteurs algériens ont sorti des décombres certains de leurs compatriotes, ils n'ont retiré que des troncs avec des jambes complètement broyées, ou qui restaient sous les décombres, comme ce fut le cas du jeune lexandre Karim Moukenden, âgé de dix-sept ans.

Le racisme, c'est cela : la tuerie

la Sécurité sociale d'une part, et c'est d'autre part le patronat lui-même qui pousse à l'importation d'une main-d'œuvre qu'il surexploite honteusement et qu'il affecte aux travaux les plus durs, les plus dégradants et les plus mal payés.

Le racisme c'est encore de rester indifférent devant le sort ainsi réservé à ces hommes, à ces femmes venus d'outre-Méditerranée, c'est l'énervement manifesté dans le métro ou ailleurs vis-à-vis d'un travailleur immigré qui sollicite un renseignement, qui demande la direction qu'il doit prendre, c'est de ne pas comprendre qu'il est normal que cet homme ne parle pas bien le français, ne sache pas lire notre langue. Le racisme c'est de se croire supérieur, alors qu'en vérité ce travailleur, lui, parvient à comprendre et à parler deux langues, la sienne maternelle et par la force de sa situation le français, tandis que soi-même on ne comprend nullement et on ne parle nullement l'arabe.

Tel, le raciste, comment te dirigerais-tu dans un pays où toutes les inscriptions seraient écrites avec des caractères non latins et dans une langue qui n'est pas la tienne, comment te dirigerais-tu dans un pays où n'apparaîtraient sur les murs que des phrases écrites en arabe, et si, autour

sauvage, la haine bestiale, le massacre aveugle et monstrueux.

Mais le racisme, c'est aussi d'accepter et de répéter les mensonges et les calomnies lancées par la bourgeoisie, c'est de ne pas combattre du tac au tac l'idéologie bourgeoise quand elle prétend par exemple que les travailleurs immigrés coûtent cher à la Sécurité sociale parce qu'ils encombreraient les hôpitaux, ou bien qu'ils prennent le travail des ouvriers français et sont à l'origine du chômage. Alors que dans les deux cas la réalité prouve tout le contraire : la masse globale des travailleurs immigrés verse plus qu'elle ne reçoit de

de toi, personne comprenait le français ?

À ces réflexions et questions de l'orateur, l'auditoire manifeste son approbation unanime par des applaudissements fréquents et prolongés. Mais Jurquet poursuit encore :

Devant les crimes racistes de plus en plus nombreux, et devant la passivité et même la complicité objective du gouvernement français, le gouvernement algérien a stoppé depuis un an les nouveaux départs de ses ressortissants, et multiplié les démarches et protestations auprès des autorités françaises responsables, auprès du gouvernement français.

Il y a 80 000 Français en Algérie, coopérants et habitants de ce pays d'avant son indépendance retrouvée. Ils vivent et travaillent dans la plus totale sécurité et sans souffrir un seul cas de racisme ou de xénophobie.

La réciproque est loin d'être réalisée ici, où la majorité des crimes commis contre des Algériens sont restés impunis, les recherches ou prétendues recherches des assassins étant rapidement abandonnées.

Or voici qu'enfin on vient d'apprendre successivement que dans un cas précis survenu dans la région parisienne, et dans un autre cas d'assassinat commis à Marseille contre un jeune de moins de seize ans, Ladj Lounis, les coupables n'étaient autre que des policiers ! C'est là une manifestation ignoble de la persistance de l'idéologie colonialiste et raciste chez des gens qui se refusent à admettre l'indépendance nationale du peuple algérien. Mais c'est aussi la preuve concrète qu'existent en France une potentialité dangereuse de voir triompher le fascisme, sous quelque forme nouvelle ou ancienne.

Aussi, partout où se produisent de tels crimes, partout où se manifeste même sous des formes plus atténuées la bête immonde du racisme, les marxistes-léninistes ont pour tâche immédiate d'intervenir, d'organiser la riposte populaire, d'exiger des sections syndicales qu'ils prennent des initiatives concrètes pour entraîner tous les travailleurs à des ripostes de masse, et non pas à de simples protestations platoniques et sans portée.

Quand un travailleur immigré algérien ou d'autre origine nationale se trouve frappé, c'est toute la classe ouvrière, c'est tout le peuple de France que cela concerne directement, et ce sont eux que l'on doit aussitôt dresser dans de grandes luttes inflexibles contre le racisme, contre la composante ignoble qu'il est du fascisme. Mais il ne suffit pas de manifester notre solidarité avec les travailleurs algériens une fois les agressions commises. Ce ne serait là qu'un combat défensif.

Les liens d'amitié et d'unité avec eux doivent être noués avant, en



Le « Monde » ou « Minute » ?

Mise au point adressée à J. Faüvet, non encore publiée par « Le Monde ».

Monsieur le Directeur.

Dans son édition du samedi 2 novembre 1974 en page 4, votre quotidien a publié un bref compte-rendu d'une manifestation organisée par nos soins le jeudi 31 octobre à 20 h 30 à Paris, salle de la Mutualité.

Bien que nous pensions que cet article mérite mieux sa place dans un hebdomadaire comme Minute que dans un journal comme le votre qui bénéficie d'une réputation de sérieux et d'objectivité, nous ne songeons nullement à contester votre droit d'avoir des opinions et points de vue politiques différents des nôtres.

Ceci dit, nous vous prions de bien vouloir publier un rectificatif concernant les informations totalement contraires à la vérité que comporte ce compte-rendu.

1^o Le nom de « Staline », cité deux fois dans une intervention, a été applaudi, mais n'a jamais été acclamé sur l'air des lampions ». Nous laissons ce genre de manifestation stupide à Brejnev ou autres fascistes.

2^o La salle de la Mutualité était remplie au rez-de-chaussée et au premier étage. Une foule assez dense avait été obligée de rester debout au fond de la salle du rez-de-chaussée. Si vous connaissez le nombre des sièges de la grande salle de la Mutualité, nous ne doutons pas que vous aurez à cœur de rectifier le chiffre faux de 400 participants mentionné par votre article. Il y avait en réalité entre 3 000 et 3 500 personnes.

3^o La présidence comportait effectivement 8 personnes ; mais il n'y a eu qu'une seule intervention, en dehors de la lecture d'un message. Il n'y a jamais eu 8 orateurs.

4^o L'essentiel de l'intervention en cause, dont vous déformez le contenu, a consisté à dénoncer le racisme et les agressions dont sont victimes les travailleurs immigrés, notamment algériens, alors que 80 000 Français vivent actuellement en Algérie sans y subir le moindre tracass (et parmi ces 80 000 personnes, 3 000 juifs qui bénéficient d'une liberté de culte absolue).

5^o Le service d'ordre était composé de militants qui ne portaient aucun blouson de cuir. Ce

A Paris

STALINE, MAO ET BOUMEDIENE ACCLAMÉS LORS DU MEETING DE L'« HUMANITÉ ROUGE ».

« L'Union nationale des combattants d'Afrique du Nord » a été créée le 1^{er} novembre 1954. Elle est venue exprimer son indignation à l'occasion de ce meeting, qui a été l'occasion de la manifestation de ceux qui sont morts pour la France et de toutes les victimes de cette guerre. D'autres associations ont également participé au meeting national, notamment le Front national algérien, le Cercle algérieniste. — M. G.

L'ortice in crimine...

service d'ordre a permis que la soirée se déroule dans le calme et sans incident à l'intérieur de la Mutualité. Nous nous en félicitons.

Toutefois nous pouvons vous informer qu'à l'extérieur de la réunion des individus ont profité de l'ombre pour crever les pneus de deux voitures dans lesquelles étaient arrivés des ressortissants algériens. Ce seul fait justifie largement les mesures de sécurité que nous avons prises.

Convaincus que l'orientation de l'article paru dans vos colonnes ne correspond pas à la ligne de conduite habituelle de votre journal, qui œuvre à l'occasion contre le racisme et la xénophobie, nous apprécions votre souci d'information sérieuse et objective en lisant le rectificatif que vous voudrez publier.

Vous en remerciant d'avance, nous vous prions, cher confrère, de croire en l'expression de nos sentiments distingués.

Jacques Jurquet
directeur politique
de l'Humanité Rouge.

PTT : les postiers déjoueront toutes les manœuvres

Voilà déjà 18 jours que les postiers du centre de tri P.L.M. sont entrés dans la lutte, entraînant derrière eux plus de 200 000 travailleurs des P.T.T. sur trois axes revendicatifs principaux :

- Salaires (1 700 F minimum, 200 F pour tous) ;
- Effectifs (dont la titularisation des auxiliaires) ;
- Conditions de travail.

Cette grève exemplaire, par sa forme spontanée d'une part (sans préavis), et par le caractère unifiant de ses revendications d'autre part (augmentation uniforme, entre autre), surpasse celles de 1953 et 1968, et montre bien à quel point le mécontentement était ressenti chez les postiers. Quant à l'attitude méprisante de Lelong, le secrétaire d'État au service de Giscard, qui n'a pas hésité à déclarer à la presse que les postiers faisaient un travail idiot et qu'« ils se la coulaient douce », elle n'a fait que renforcer la détermination de ceux-ci pour imposer leurs justes revendications. La dernière déclaration télévisée du pitre Lelong, en date du samedi 2 novembre a d'ailleurs confirmé cette tendance :

— Quand il déclare qu'il consent à augmenter de 30 % l'heure de nuit, il oublie de dire que cela représente 20 centimes !

— Quand il insinue sans honte que la prime d'exploitation (la bien nommée) correspond au 13^e mois du secteur privé, il se garde bien de révéler le taux exacte de cette prime, devant les caméras : 1 090 F pour 1974 ! Heureusement, les postiers touchent un salaire mensuel bien plus conséquent... A l'embauche 1 300 F pour un auxiliaire et 1 500 F pour un titulaire !

Toutes ces calomnies ne visent qu'à opposer les petits usagers aux postiers. A quand sa prochaine déclaration où il répandra la vieille légende du Petit Travail Tranquille ?

LES BONZES SYNDICAUX A L'ŒUVRE

Mais si Lelong ne trompe plus les postiers depuis longtemps, il en est d'autres qui jouissent encore d'un certain crédit chez les travailleurs des P.T.T., car leurs manœuvres sont beaucoup plus sournoises et donc par là, plus dangereuses. Les directions syndicales, après avoir été surprises par « l'explosion », ont tout de même réagi plus ou moins rapidement afin de reprendre en main les rênes du mouvement et de pouvoir ainsi contrôler la situation à des fins évidemment étrangères aux besoins des postiers.

On ne compte plus les manœuvres de ces professionnels de la trahison afin de récupérer leur combativité :

— Refus de comités de grève élus par tous ;

— Démobilisation intensive sur le problème de l'occupation des locaux ;

— Mise en place « d'intersyndicales » toutes puissantes qui ne prennent pas l'avis des grévistes ; les assemblées générales étant réunies pour écouter mais surtout pas pour proposer !

— Refus de créer des commissions véritablement démocratiques où les postiers pourraient parler de leurs problèmes, de peur de ne pouvoir y imposer leur ligne ;

— Multiplication des manifestations-défilés sans perspectives, afin de canaliser la grande combativité des postiers ;

— Sabotage de la popularisation dans certains cas ;

— Récupération politique par l'invitation de « zélus locaux » proposant le Programme commun comme solution à la « privatisation » ;

— Etc.

Au niveau des négociations, les revendications prioritaires et unifiantes sont passées sous le tapis vert au profit de revendications catégorielles (primes diverses), ou ne

concernant pas tout le monde (service actif). La C.G.T. et la C.F.D.T. ayant beau jeu pour dénoncer la position pro-gouvernementale de F.O. en ce qui concerne le blocage sur la question des salaires... Mais si le gouvernement Giscard refuse de parler des salaires, pourquoi ces messieurs persistent-ils à participer à cette mascarade qu'ils appellent négociation !

LES GRANDES MANŒUVRES REVISIONNISTES

D'autre part, on assiste maintenant à une opération tactique de la part des révisionnistes et réformistes par C.G.T. et C.F.D.T. interposées, visant à faire débrayer les autres secteurs des services publics, même s'ils ne sont pas très « chauds » (comme à la S.N.C.F. par exemple), on a convoqué des manifestations interprofessionnelles comme celle du mardi 5 novembre, en utilisant le mécontentement des travailleurs (notamment sur l'emploi). Le tout devant faire pression sur le gouvernement de Giscard, dans l'espoir d'une crise politique favorable à l'« Union de la gauche ». En ce sens, les querelles P.«C.»F.-P.«S.» ne doivent pas nous masquer la réalité de l'influence qu'exercent à l'heure actuelle les révisionnistes et leurs alliés de tout poils, et donc les possibilités de leur accession au pouvoir dans un avenir proche.

Malgré cela, le nombre des travailleurs des P.T.T. qui démasquent ces agents de la bourgeoisie en leur sein, va en s'accroissant, sous l'impulsion notamment des marxistes-léninistes regroupés dans les centres de tri en cellules d'entreprises du P.C.M.L.F. qui continue son édification dans le feu des luttes classe contre classe.

LES POSTIERS NE CEDERONT NI DEVANT L'INTRANSIGEANCE DE L'EQUIPE GISCARD, NI DEVANT LES MANŒUVRES REVISIONNISTES !

Le mardi 5 novembre à 9 h.

CLERMONT-FERRAND

Attaque social-fasciste contre les militants H.R.

Alors qu'ils collaient des affiches vertes et rouges représentant trois moudjahidines brandissant le drapeau algérien, appelant à un meeting pour fêter le 1^{er} novembre 1954, deux de nos militants ont été attaqués par un commando de dix ner-vis du P.«C.»F.

En dénonçant le F.L.N. comme « agent provocateur au service du pouvoir », le 2 novembre 1954, puis en votant les pleins pouvoirs à Guy Mollet, le P.«C.»F. s'était rangé dans le camp des colonialistes et de la réaction. Il n'en est plus sorti, comme le prouve cette agression.

Cette attaque est aussi révélatrice de la soi-disant démocratie que nous réserve le « Programme commun ». La « démocratie », elle est réservée aux « négociations » (lire capitulation) devant le patronat et la bourgeoisie. Mais vis-à-vis du peuple, leur « démocratie », c'est un pas de plus vers le fascisme.

Et quel courage ! Attaquer à 10 contre 2 ! Et face à l'attitude courageuse de nos camarades, ceux qui ont frappé n'ont osé le faire qu'en passant par-derrière.

Que ce soit dans les attaques physiques, ou bien dans les attaques contre les ouvriers lors des « négociations » avec le patronat, c'est toujours par-derrière que se montre leur « courage » !

A bas la trahison révisionniste !

A bas le social-fascisme !

Programme commun = programme bourgeois !

Correspondant H.R.

—O—

CLERMONT-FERRAND

Succès au meeting de l'H.R. célébrant le 1^{er} novembre 54

Malgré le sabotage des révisionnistes, notre meeting a été un plein succès. Une centaine de personnes étaient présentes, et les interventions de notre camarade Aimé Del-rue, puis du frère de l'Amicale des Algériens en Europe ont été chaleureusement applaudies.

Pendant le film « Octobre à Paris », qui a suivi ces interventions, chaque apparition du drapeau du F.L.N. a été également chaleureusement ovationnée.

—O—

LE MANS

Meeting de l'H.R.

Quelque 150 personnes se sont réunies au Mans, le 25 octobre dernier, à l'appel des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge de la Sarthe et de la Mayenne.

Un camarade du Mans commença par une intervention, insistant sur le combat à mener contre le révisionnisme moderne ; puis la camarade Camille Granot aborda les questions internationale et nationale, et insista sur la nécessité pour les communistes marxistes-léninistes d'être à l'offensive dans la période actuelle.

L'attention chaleureuse de la salle a témoigné de cette volonté combative ; le meeting s'est terminé sur une vibrante Internationale.

ESPAGNE :

La lutte de classe s'intensifie

Depuis quelques temps déjà, les luttes du peuple espagnol ont pris un essor grandissant. Que ce soit aux usines S.E.A.T. à Barcelone, aux usines FASA-Renault de Valladolid et de Séville où récemment la police est intervenue violemment, poursuivant les grévistes jusque dans les ateliers, que ce soit à Bilbao, Madrid, dans les Asturies, en Catalogne, en Galice, etc., la lutte de classe est intense.

Afin d'apporter un soutien réel et efficace à ces luttes, nous dénonçons vigoureusement :

— L'impérialisme américain, dont de nombreuses forces militaires stationnent en Espagne et impose son talon de fer, dans l'économie notamment. (55 bases militaires, 5 bases atomiques, 35 000 Gi's).

— La superpuissance social-impérialiste, présente et même dominante en Méditerranée, dont elle dispute l'hégémonie avec la superpuissance impérialiste américaine. Ses agents révisionnistes du P.«C.»E. qui veulent parvenir au pouvoir.

— La bourgeoisie réactionnaire espagnole et ses laquais.

Nous dénonçons la bourgeoisie sous toutes ses formes, qu'elle soit

de droite ou de « gauche » (en apparence), car tous sont des ennemis et s'opposent totalement aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière et du peuple espagnol.

Nous dénonçons la répression sanglante qui s'exerce sur les anti-fascistes :

5 militants du F.R.A.P., accusés de l'assassinat du bourreau fasciste Carro Blanco, risquent la peine de mort, d'autres en prison.

Suite à l'attentat contre la Brasserie (attribué par la bourgeoisie à l'E.T.A.), 250 ouvriers sont arrêtés à Madrid, d'autres à Barcelone et ailleurs.

Les arrestations, interpellations et tracasseries policières de toutes sortes.

Nous soutenons la lutte des travailleurs contre la hausse des prix, le chômage (à noter aussi que les salaires sont bloqués depuis plusieurs mois). Contre les manœuvres « continuistes » (le franquisme sans Franco) par la « junte (dite) démocratique » à laquelle participent activement les renégats révisionnistes du P.«C.»E. et toutes forces réactionnaires. A ce sujet, le traître Carillo, le 28 octobre, s'est déclaré

prêt à collaborer avec la droite « même monarchique, y compris les banquiers et les gros industriels... une droite civilisée, démocratique ! » Les révisionnistes veulent démontrer qu'ils sont aptes à gérer l'infâme système capitaliste. Ils tentent aujourd'hui de saboter les luttes ouvrières et populaires qu'ils prétendaient défendre hier.

Nous soutenons le peuple espagnol, classe ouvrière en tête, si riche en traditions révolutionnaires, qui saura déjouer tôt ou tard toutes ces manœuvres réactionnaires, afin d'imposer une Espagne libre, réellement démocratique et indépendante, un pouvoir populaire.

LE LIVRE DES EDITIONS ALGERIENNES DE LA S.N.E.D. [Histoire, politique, roman, théâtre, poésie, économie] EST EN VENTE

• à la librairie « Les Herbes Sauvages », 70, rue de Belleville, 75020 PARIS ;

• à la « Force du Livre », 33, rue Leynaud, Lyon-1^{er}.

VIVE L'AMITIE ENTRE LES PEUPLES ALBANAIS ET CHINOIS !

Voici plus d'un mois, les peuples révolutionnaires du monde fêtaient avec enthousiasme le 25^e anniversaire de la déclaration de la République populaire de Chine. Dans quelques semaines, ils fêteront au côté du peuple albanais le 30^e anniversaire de sa libération nationale et de l'instauration de la dictature du prolétariat.

Aujourd'hui, comme devait le rappeler le camarade Enver Hoxha, dans son discours électoral dont nous publions ci-dessous des extraits : « La République populaire d'Albanie, notre peuple, notre Parti du Travail, sont des amis fidèles, des amis et des compagnons affectueux, des alliés invincibles de la République populaire de Chine, du peuple chinois frère et du glorieux Parti communiste chinois de Mao Tsé-toung. »

Pour les communistes de France, pour leur parti marxiste-léniniste, cette amitié indestructible est le gage d'un avenir radieux pour tous les peuples du monde, pour la révolution mondiale prolétarienne. Car cette amitié, ce n'est pas seulement l'amitié entre deux peuples révolutionnaires. Cette amitié a pour principal fondement l'UNITE entre les marxistes-léninistes chinois et albanais, l'unité entre leurs partis et leurs dirigeants respectés, les camarades Mao Tsé-toung et Enver Hoxha.

Cette unité fondée sur les justes principes léninistes de l'indépendance réciproque, la non-ingérence et l'apport mutuel, n'est pas « tombée du ciel ». Elle s'est construite dans la lutte acharnée qu'ont menée et continuent à mener, avec tous les communistes authentiques du monde, les deux partis frères, contre le révisionnisme moderne et leur centre mondial, le parti social-fasciste et social-impérialiste russe.

Cette unité des communistes albanais et chinois, les révisionnistes modernes et en particulier les nouveaux tsars moscovites ont recouru et recourent de plus en plus à toutes sortes de moyens pour y nuire. Il y a la propagande mensongère visant à prétendre que l'Albanie n'est qu'un satellite de la Chine, ou encore que les dirigeants sont coupés de la masse des travailleurs. Il y a l'utilisation d'agents provocateurs et révisionnistes, comme Koxi

Hoxe en Albanie ou Liu Chao-chi en Chine. Ces agents provocateurs, les révisionnistes soviétiques les ont utilisés également en Europe au moment où le mouvement marxiste-léniniste était en pleine reconstruction. On se souvient du fameux Grippa qui prétendait diriger le mouvement communiste marxiste-léniniste européen, dont les Albanais, au nom des communistes chinois. Il ne tarda pas à être démasqué par nos camarades belges comme agent provocateur au service des révisionnistes soviétiques.

Aujourd'hui encore, malgré les échecs répétés de toutes leurs tentatives de sabotages, les sociaux-impérialistes tentent d'organiser, au moins à l'échelle européenne, un réseau de pseudo-partis ou organisations marxistes-léninistes avec le double but :

— de saper le mouvement général d'unité des marxistes-léninistes dans les différents partis, comme c'est le cas en France, en prétendant semer division et confusion ;

— de détruire l'unité entre les partis frères, en particulier entre les partis albanais et chinois, par la diffusion de ragots et mensonges de toutes sortes.

D'ores et déjà, ces pseudo-partis ou groupes, qualifiés par nos camarades suisses du P.C.S. (m.-l.) [voir H.R. n° 230, page 13] de néo-trotskyistes, sont démasqués.

Leurs manœuvres visant à entraver l'application de la ligne générale des communistes marxistes-léninistes, en particulier par la prétention de saper l'unité d'acier entre le P.C.C. et le P.T.A. sont déjouées.

Le mouvement communiste, lié aux luttes des peuples du tiers monde et à celles du prolétariat de tous les pays du monde contre l'impérialisme et en particulier les deux superpuissances qui rivalisent pour l'hégémonie mondiale, se renforce sur tous les plans : c'est un courant irrésistible que personne ne pourra entraver.

L. Nouveau.

Le peuple albanais et tous les peuples du monde témoignent un amour ardent et une grande confiance à la Chine socialiste, à son glorieux parti et à Mao Tsé-toung, le grand dirigeant bien-aimé non seulement du peuple et des communistes chinois, mais aussi bien-aimé et honoré de tous les peuples et communistes du monde. Cela fait enrager les révisionnistes modernes, avec à leur tête les renégats de Moscou, qui, en unité avec l'impérialisme américain, sont en train de mener une lutte acharnée et diabolique pour s'opposer au peuple chinois et à la Chine. Cela ne nous étonne pas, c'est conforme à leur logique. L'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique ont pour plus grand ennemi les peuples du monde, avec à leur tête la grande Chine de Mao Tsé-toung. La lutte se poursuit entre la liberté et le socialisme, d'une part, et la servitude et l'impérialisme agresseur des deux superpuissances, de l'autre. Tous les peuples du monde ont fondé leurs espoirs de libération, d'indépendance et de bien-être sur leurs propres forces et sur la Chine de Mao Tsé-toung. Ils ne se sont pas trompés et leur conviction ici ne s'appuie pas sur une propagande, mais sur une grande réalité, qui brille comme la lumière du soleil, sur l'édification du socialisme en Chine, qui est réalisé correctement selon la doctrine de Marx et de Lénine et selon les enseignements de Mao Tsé-toung, sur les fermes positions politiques de la République Populaire de Chine dans l'arène internationale, sur l'aide morale, politique et économique concrète qu'elle prête aux peuples du monde.

Cette réalité démasque et réduit à néant la propagande de bandit et fasciste de Moscou et de Washington. Les peuples du monde qui subissent et endurent le méfait des deux superpuissances voient et comprennent que le grand marxiste-léniniste Mao Tsé-toung est à leurs côtés, ils voient avec quelle sincérité et quelle affection fraternelle la Chine socialiste se tient près d'eux. L'unité avec la Chine populaire est une grande victoire pour l'humanité. Tous, grands et petits, doivent sentir et comprendre que le socialisme, la révolution, la libération des peuples vont toujours de l'avant, parce que la grande Chine socialiste se tient inébranlablement sur cette voie glorieuse. Cela n'est pas du goût des impérialistes américano-soviétiques, pas plus que de la réaction mondiale. Ils nous ont déclaré la guerre, mais nous sommes plus forts qu'eux et nous les vaincrons. La roue de l'histoire ne peut pas tourner à rebours.

Ces jours-ci la République Populaire de Chine a célébré le 25^e anniversaire de sa fondation. Elle s'est présentée à ce glorieux anniversaire avec une série de victoires colossales à son actif dans tous les domaines. La grande Chine par ses propres forces, a progressé constamment dans le développement de son économie socialiste, elle a construit aujourd'hui une industrie moderne, une agriculture socia-

liste avancée et elle s'élève tous les jours vers de plus hauts sommets. Ce progrès sans précédent dans la vie du peuple chinois n'a pas été réalisé sans qu'il ait fallu surmonter d'innombrables difficultés. Pour obtenir les succès qu'il



a remportés jusqu'à ce jour, le peuple chinois frère a dû déployer d'héroïques efforts et mener d'âpres luttes de classe dans le pays comme dans l'arène internationale. En République Populaire de Chine, après la grande révolution culturelle prolétarienne déclenchée et conduite par le camarade Mao Tsé-toung en personne, il s'est créé une situation révolutionnaire sans précédent. Les masses de centaines de millions d'hommes ont réduit en poussière au cours de cette révolution la bande traîtresse de Liou Chao Chi, elles ont déjoué avec succès le complot contre-révolutionnaire du traître, de l'arriviste et de l'agent des révisionnistes soviétiques qu'était Lin Piao, elles ont défendu les victoires de la révolution, renforcé la dictature du prolétariat et elles se sont mises maintenant à leur tâche pour traduire dans les faits les décisions historiques du 10^e congrès du parti et pour mener sans répit la lutte contre les idées réactionnaires de Confucius et de Lin Piao.

Sous la direction de son parti communiste et du président Mao Tsé-toung, la Chine Populaire s'est transformée aujourd'hui en un puissant état socialiste, doté d'un grand potentiel économique et militaire et jouissant d'une autorité et d'un

sion de marxistes-léninistes. Nous nous aidons mutuellement dans tous les domaines, par tous les moyens et de toutes les manières. Cette aide et cette collaboration donnent de beaux fruits à notre peuple et à notre pays. La Chine nous aide sans réserve et sans le moindre intérêt à renforcer notre industrie, à développer plus avant notre agriculture socialiste, à renforcer notre pays sous tous les aspects et à améliorer le bien-être de notre peuple. Nous nous rendons compte de cette réalité tous les jours dans les centrales hydroélectriques et dans les centrales thermiques, dans les usines et dans les combinats, dans les stations de machines et de tracteurs et dans les chemins de fer, nous le constatons dans le développement harmonieux et réciproquement avantageux de nos échanges culturels, commerciaux, etc.

La situation est telle que dans notre pays tous, grands et petits aiment de tout cœur le peuple chinois et notre cher Mao Tsé-toung. Il en est de même en Chine ; là-bas, où que vous alliez, il vous suffit de dire que vous êtes Albanais et les cœurs et les portes vous sont ouvertes, vous trouverez partout un amour ardent pour le peuple albanais et le Parti du Travail d'Albanie. Nous avons donc un devoir, et c'est un grand devoir vital de sauvegarder et de tremper cette amitié, tous les jours sur la voie marxiste-léniniste.

Les révisionnistes soviétiques sont très jaloux de notre amitié indestructible avec la Chine. Ils recourent à tous les moyens pour y nuire, mais ils ne pourront jamais atteindre leur but. Les renégats de Moscou claironnent tous les jours par leurs stations de radio que nous sommes des satellites de la Chine, que nous sommes sous sa dépendance, que le peuple albanais, est coupé de ses dirigeants, etc. C'est là la position de tout impérialiste. Le peuple albanais a ceci à dire aux renégats de Moscou : continuez votre tapage, les sigles ne s'effraient pas de vos aboiements, le peuple albanais vous hait et sa haine contre vous est une grande source de force pour l'édification du socialisme et un creuset où se trempe l'amitié albanais-chinoise.

pretige élevés sur le plan international. Notre peuple et notre parti saluent de tout cœur ces victoires éclatantes et ils souhaitent qu'elles s'accroissent et se multiplient pour le bien du peuple chinois frère et de la révolution dans le monde.

La République Populaire d'Albanie, notre peuple, notre Parti du Travail sont des amis fidèles, des amis et des compagnons affectueux, des alliés invincibles de la République Populaire de Chine, du peuple chinois frère et du glorieux parti communiste chinois de Mao Tsé-toung. Nous sommes liés par nos idéaux communs, nous sommes liés à jamais par le marxisme-léninisme, nous sommes liés par nos voies communes dans l'édification du socialisme, nous sommes liés par notre lutte contre nos ennemis communs, nous sommes liés par les mêmes tâches dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien.

Notre coopération socialiste se poursuit dans le meilleur esprit de camaraderie, dans une sincérité et une compréh-

L'Humanité-Rouge
à publié cet important
discours d'Enver Hodja
L'ex. 2 F Port en sus 20 %

1974, année de l'unification des marxistes-léninistes

LA CELLULE DE LA G.R. D'AIX-EN-PROVENCE

Dimanche 6 octobre, les militants de la Cellule Norman Bethune de l'ex-Gauche Révolutionnaire, réunis en Assemblée Générale ont décidé à l'unanimité moins une abstention de dissoudre la Cellule et de se mettre sous la direction de l'Humanité Rouge.

Le rapport introductif devait préciser la portée de ce choix politique. Cette décision doit marquer pour nous la fin de trois années d'existence de la cellule G.R. d'Aix-en-Provence; elle doit marquer une étape décisive dans l'abandon des positions gauchistes avouées de type spontanéiste qui ont présidé à notre formation; elle doit marquer le début d'un travail politique qui serve véritablement les intérêts historiques du Proletariat, qui aille dans le sens de l'édification d'un authentique Parti de la Classe Ouvrière.

Le ralliement des militants d'Aix pourra surprendre; En effet, la cellule s'est d'abord opposée au sein de la G.R. à la dissolution de l'organisation. Le rapport explique cette opposition: « Nous n'attribuons l'échec de la ligne de la G.R. qu'à une mauvaise application et nous pensions qu'il était possible de réformer cette organisation. »

Avant de lutter contre 4 tentatives de liquidation du groupe d'Aix (dans la Grande G.R. sous direction V.L.R. en 1970 — Dans un groupe local avec Révolution — La G.O.P. au sein du P.S.U. — la C.D.P. et l'U.N.C.L.A. à l'initiative de militants de Marseille), nous étions attachés à l'existence même de l'organisation.

Nous jugions négative notre absence de référence à l'histoire du mouvement marxiste-léniniste; mais nous ne pensions pas que cette négation des luttes menées depuis plus de 10 ans par les communistes authentiques dans notre pays étaient un des fondements du maintien de la G.R.

Notre position erronée sur la question de « l'organisation autonome » (en fait anti-parti) se double alors d'une incompréhension de la lutte anti-révissionniste.

Ainsi par exemple sur une usine, l'obstacle principal n'était pas le révissionnisme mais les spontanéistes et les trotskistes (U.C.F. - Révolution! - Rouge) qui eux aussi tentaient de s'implanter sur l'usine.

Non seulement nous nous trompions de cible mais en appliquant la ligne de démarcation concrète (uniquement se montrer les meilleurs dans les revendications immédiates), nous ne critiquions pas le révissionnisme et dans les faits

nous avons contribué à les renforcer.

C'est ainsi que, alors que le patronat et les dirigeants syndicaux fricottaient ensemble secrètement pour mettre sur pied une nouvelle grille de classifications, nous avons dénoncé la mise sur pied de ces classifications. Nous avons donc participé à créer un large courant de mécontentement, obligeant le patronat à reculer de mois en mois leur application.

Mais nous n'avons pas dénoncé la collusion patronat-dirigeants syndicaux. La C.G.T. sentant le vent tourner a alors quitté le tapis vert et s'est mise à la tête du mouvement; reprenant nos revendications à son compte, pour mieux les saboter et faire passer sa ligne révissionniste.

Nous avons permis ainsi aux révissionnistes en perte de vitesse de se renforcer.

Juin 1974: devant les difficultés rencontrées au niveau local, face au pourrissement de la G.M.L. (créés à partir de la minorité de la G.R.) les militants aixois commencent à critiquer leur travail passé.

Cette étape marque vraiment l'échec de toutes nos tentatives pour formuler une ligne politique qui « dépasse », contourne, s'oppose aux principes marxistes-léninistes. Ayant critiqué nos positions hostiles aux syndicats, ayant constaté l'échec de la constitution d'une organisation anti-parti, nous sommes prêts à accepter de façon plus positive les acquis du mouvement ouvrier.

C'est une véritable lutte de lignes, une lutte de classes qui se déroule dans la cellule et dans la tête de chaque militant, entre les critiques des groupes anti-parti et les analyses de l'Humanité Rouge.

Les réponses que nous donnent les camarades de l'avant-garde sur la nature de la révolution et l'analyse de la situation actuelle nous permettent d'envisager l'Humanité Rouge non comme un groupe M.L. comme les autres, mais à nous poser la question du Parti. Nous changeons d'attitude par rapport au mouvement communiste international et aux principes marxistes-léninistes; et nous étudions à travers les documents tels que la lettre en 25 points si l'Humanité Rouge est bien aujourd'hui le défenseur des principes marxistes-léninistes.

L'analyse de l'intervention de Teng Siao Ping nous permettra de comprendre la nature agressive du social-impérialisme, la rivalité des deux super-puissances, la théorie des 3 mondes et par conséquent la nécessité du Front Uni Mondial qui consiste à unir le 2^e et 3^e Monde contre les 2 super-puissances.

La politique d'indépendance nationale de l'Humanité Rouge s'impose comme une application juste des analyses du mouvement communiste international.

Aujourd'hui des camarades qui comme nous se sont pour

diverses raisons opposés au Secrétariat National de la G.R., se posent la question de rallier une organisation nationale.

Qu'ils considèrent le chemin que nous avons parcouru. Il faut partir du désir d'unité et écarter les interprétations réciproques erronées.

Camarades, comme nous, étudiez la ligne fondamentale de l'Avant-Garde (du rapport Jurquet à la dernière déclaration du C.C. du P.C.M.L.F.), et non telles ou telles citations affichées par les groupes sol-disant marxistes-léninistes; étudiez les principes marxistes-léninistes (les principes du léninisme, la lettre en 25 points), étudiez les analyses du Mouvement Communiste International; engagez la discussion avec les camarades de l'Humanité Rouge.

Nous sommes convaincus, comme le disait Jacques Jurquet le 30 avril 1974, que « si tous les camarades se réclament du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung, adoptent une idéologie faite de modestie sincère et de confiance, nous sommes convaincus que l'année 1974 peut devenir la grande année de l'unification de toutes les forces authentiquement marxistes-léninistes dans notre pays! »

« Alors, les révolutionnaires que nous sommes, tous ensemble, nous pourrions assumer la mission historique qui nous incombe, en nous liant profondément aux masses, en enrichissant notre ligne théorique, idéologique et politique fondamentale, sur la base du fonctionnement le plus démocratique et en recourant à la juste et saine pratique de la critique et de l'autocritique. »

LE NOYAU MARXISTE-LÉNINISTE DE LILLE

Au cours de leur Assemblée Générale du 27 octobre, les militants du « Noyau Marxiste-Léniniste de Lille » ont décidé à l'unanimité la dissolution de leur organisation et leur ralliement individuel à l'Avant-Garde prolétarienne, regroupée autour du journal « l'Humanité Rouge ».

C'est là le fruit d'un processus d'autocritique qui a duré près de cinq mois et au cours duquel les militants du « Noyau marxiste-léniniste de Lille » ont stigmatisé et rejeté la ligne et la pratique de cette organisation qui se rattache au courant du gauchisme moderne, en assimilant la juste ligne politique de l'Avant-Garde marxiste-léniniste en France.

Cette décision est un succès à mettre à l'actif de la lutte conséquente que mène « l'Humanité Rouge » contre le révissionnisme moderne, principal obstacle à la révolution prolétarienne et pour l'unification des marxistes-léninistes au sein de l'Avant-Garde.

C'est une contribution à l'affaiblissement du gauchisme moderne, courant contre-révolutionnaire, et à l'isolement toujours plus grand de la clique dirigeante de l'officine révissionniste « P.C.R. (M.L.) », qui, après avoir usurpé, particulièrement sur le Nord le titre prestigieux du Parti de Puyricard, s'est efforcée de freiner et de saboter le courant d'unification, et qui œuvre sans cesse au renforcement du révissionnisme moderne.

Ni gauchisme, ni révissionnisme!
Vive le Marxisme-Léninisme!
Vive le renforcement toujours plus grand de l'Avant-Garde prolétarienne en France!
Vive « l'Humanité Rouge »!

A nos lecteurs

Le Comité de rédaction de notre journal a été amené, en raison de la grève des postiers, à prendre un certain nombre de mesure pour continuer à achever régulièrement notre journal à nos camarades et sympathisants abonnés.

Nous remercions particulièrement tous les camarades et amis postiers et autres sympathisants qui se sont proposés pour nous aider dans cette tâche.

Nous pouvons dire que grâce à eux tous, les deux derniers numéros de notre journal est arrivé chez 90 % de nos abonnés.

Nous nous excusons bien vivement auprès de ceux qui n'auraient pas encore reçu ces deux derniers numéros.

Nous intensifierons à nouveau tant que durera la juste lutte des Travailleurs de notre pays, la distribution d'H.R. en tentant de faire que tout nos abonnés soient servis.

Grâce à la participation de tous nos lecteurs, camarades et amis sympathisants, l'Humanité Rouge malgré tous les obstacles mis à sa diffusion sera mis à la disposition de tous nos lecteurs.

Vive H.R.!

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Souscription correspondant au numéro 246

Soutien à H.R. - S.C.T.	50
Supplément à réabonnement - J.C.V.	108
Supplément à abonnement - F.A.	5
Supplément à MMme - L.P.	20
Supplément à abonnement - H.R. Ard.	3
En supplément à réabonnement - T.A.J.	58
Supplément à règlement H.R. et brochures - D.D.	2,30
Supplément à abonnement - H.L.	20
Supplément à réabonnement - G.S. et R.	20
Supplément à abonnement - M.	15
Soutien périodique - Benoit	12
O.D. - Soutien à H.R.	50
D.Y.B.L. - Soutien à H.R.	22
C.D.H.R. Province	36,50
C.D.H.R. Cathelas, des cheminots	36,70
C.D.H.R. J. Baillet	300
1 ex-camarade de Front-Rouge	10
C.D.H.R. Dallidet	7,25
Sur un marché	1
C.D.H.R. Yveton O.	67
C.D.H.R. Stalingrad	40
C.D.H.R. Balagne (sept.)	138,70
C.D.H.R. Jdanov (octobre)	60
C.D.H.R. Frankel	350
Soutien à notre Presse - C.D. M.	50
C.D.H.R. J. Staline - S.	300
Un couple de camarades pour la naissance de notre fils - Vive le marxisme-léninisme	50
Supplément à abonnement - C.V.	40
En supplément à abonnement et brochures	36,60
Un photographe portugais	15
Des sympathisants: 48 F - 13 F - 50 F	111
C.D.H.R. Lou Sin	62,50
C.D.H.R. Gramsci	25
Total de la semaine	2 122,55

Total général utilisé pour le règlement des dettes de H.R. 505 467,50

Souscription de la semaine précédente

Démasquons le révissionnisme - D.M. 1	5
« Soutien à H.R. - juin, juillet, août, sept., oct. »	500
Contre le révissionnisme moderne - S.	80
C.D.H.R. Hapiot	22
Un ex-militant de F.R.	20
Un M.-L. à l'armée	10
Un chrétien contre le révissionnisme	50
C.D.H.R. G. Moquet	20
A une vente en gare	8
C.D.H.R. Politzer	44,50
C.D.H.R. E. Varlin	30
C.D.H.R. Yveton	330

C.D.H.R. Stalingrad	40
Un M.-L. grecque	3
Un étudiant	2
Un ouvrier sympathisant	31,90
C.D.H.R. Dallidet	54,50
Un ouvrier qui vient de quitter le P=C+R pour sa ligne contre-révolutionnaire	25
C.D.H.R. Ho-Chi-Minh	150
Contre un congrès contre-révolutionnaire du P=C+R fabriqué de toute pièce - Un ouvrier du Livre	50
Fidélité au Marxisme-léninisme - 1 ^{er} versement	1 000
Total de la semaine	2 475,90
Total général utilisé pour le règlement des dettes de H.R.	507 943,60
Total précédent	507 943,60

Souscription de cette semaine

Fidélité au Marxisme-léninisme	1 000
C.D.H.R. Ho-Chi-Minh	10
C.D.H.R. E. Duval	20
C.D.H.R. Hapiot	22
Des camarades	205
Un ex-militant de Front-Rouge	20
Un M.-L. à l'armée	10
Un chrétien contre le révissionnisme	50
C.D.H.R. G. Péri NO	50
J.D.H. - H.R. vaincra!	5
H.B.	5
Contre le révissionnisme	5
Y.B.	100
Contre le social impérialisme	5
Vive la juste ligne de l'Humanité Rouge	20
Norman	5
J.M. B.	5
Collecte à meeting Rennes sur anniversaire R.P.C. + S. Anonyme	638,60
Sur un marché	1,30
Pour un H.R. quotidien *	40
Un travailleur algérien au meeting H.R. *	5
Un sympathisant H.R. *	1
Anonyme	8
Un M.-L. grec *	2
Luttons contre le révissionnisme *	170
Pour intensifier notre lutte contre le révissionnisme *	200
C.D.H.R. Clara Zetkin	200
C.D.H.R. F. Marty	100
Pour un H.R. quotidien	50
Soutien au meeting H.R. Collecte salle A	2 599,24
Total de la semaine	5 552,14

Total général utilisé pour le règlement des dettes de H.R. 512 695,54

(*) Souscription en chèques au meeting H.R.

Demande de contact

Dans le but de diffuser plus largement « l'Humanité-Rouge », pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

Nom : Prénom :

Age : Profession :

Adresse :

Signature

Le néo-révisionnisme à visage découvert

Dimanche 3 novembre 1974, le groupe « Front Rouge » (pseudo Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste) organisait un « rassemblement communiste » à Paris.

Pendant un mois à l'avance les couloirs du métro avaient été abondamment tapissés par trois affiches différentes annonçant cette manifestation. A plusieurs reprises, des publicités coûteuses étaient publiées dans « Le Monde ». La participation de groupes Italien, belge, allemand, luxembourgeois, hollandais était annoncée bruyamment. Des cars étaient affrétés en province, à l'exemple des pratiques du P.C.F.

Les cinq salles de la Mutualité étaient retenues (coût : environ 20 000 francs nouveaux).

La préparation de ce « rassemblement » attestait d'au moins une chose : ces gens, s'ils ne sont pas du tout nombreux ne manquent pas d'argent. Passons...

Les marxistes-léninistes de l'H.R. ont participé à leur manière aux débats publics annoncés. Au surplus, ils ont diffusé toute la journée « l'Humanité Rouge » et ses différentes publications en direction des honnêtes gens venus là, ils ont rencontré un grand intérêt et reçu un bon accueil.

Toutefois, ces initiatives n'étaient pas du goût des dirigeants de Front Rouge, qui ont voulu les empêcher par la violence. Mais peine perdue, ces derniers n'ont pu entraver l'activité de nos camarades en dépit d'agressions physiques facilement repoussées. Les militants de l'H.R. ont opposé à ces méthodes leur volonté patiente et calme d'unir tous les gens se réclamant avec sincérité du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung.

Aux injures qui ne constituent jamais des arguments valables, ils ont fait face avec sang-froid et opposé leur désir d'unité.

Pour un « rassemblement international » la foule favorable aux positions de Front Rouge et de ses homologues européens, était plutôt mince, le militant ou sympathisant F.R. présent a dû revenir plutôt cher, à l'unité. Mais le contenu des interventions fut éloquent.

En effet, il ne comporta rien de vraiment conséquent contre le révisionnisme moderne, en dehors de quelques phrases formelles, contre les deux super-puissances, encore moins contre le social-impérialisme soviétique. Aucun débat sur la lutte des pays du Tiers-Monde, sur l'édification du socialisme en République Populaire de Chine, en République Populaire d'Albanie, rien sur l'Algérie.

Ces « oublis », nos camarades n'ont pas manqué d'en débattre chaque fois qu'ils l'ont pu. Notre offensive politique pointa la cible et accula F.R. à des positions défensives, escamotant les questions précises que nous formulions, et pratiquant l'injure systématique.

Les luttes ouvrières aujourd'hui

Ce sujet a suscité un grand intérêt, Front Rouge a mis à nu ses thèses économicistes à 100 % et ses conceptions spontanéistes et populistes similaires à celles de l'ex-« Cause du Peuple ».

La revendication mise en avant, comme étant soi-disant celle de toute la classe ouvrière, c'est 1 700 F par mois. A l'image des trotskystes ils pratiquent la surenchère (les révisionnistes demandant 1 500 F) et la « démarcation concrète ». Ils prétendent en mettant en avant les revendications économiques se démarquer des révisionnistes. Sur cette question un camarade ouvrier immigré (très applaudi) expliqua :

La surenchère sur les salaires n'amènent pas les ouvriers à une prise de conscience des plans contre-révolutionnaires des révisionnistes ; dans mon usine ils proposent eux aussi 1 700 F par mois. Les communistes eux doivent, tout en soutenant les revendications écono-

miques des ouvriers, lutter contre les prétentions politiques des dirigeants révisionnistes à dévoyer le mouvement au profit de leurs objectifs politiques réactionnaires. Il faut lier la lutte revendicative à la lutte politique et non pas faire croire que la lutte politique sortira spontanément des luttes économiques.

En effet les dirigeants de F.R. rejettent les principes fondamentaux du mouvement ouvrier, du Marxisme-Léninisme, à savoir que « La politique est le point de départ de toute action pratique d'un parti révolutionnaire et se manifeste dans le développement et l'aboutissement des actions de ce Parti » (Mao). En effet, comme l'a souligné un camarade d'H.R., la cible centrale des Marxistes-Léninistes doit être le révisionnisme. Comme l'ont indiqué Lénine hier, les communistes chinois et albanais aujourd'hui, c'est seulement lorsque la classe ouvrière échappera, pour l'essentiel, à l'influence du révisionnisme, que la révolution prolétarienne sera entreprise victorieusement... Que l'affranchissement de la classe ouvrière de l'influence bourgeoise ne peut se réaliser sans qu'une lutte résolue et à outrance soit menée contre le révisionnisme moderne, l'agent la plus dangereuse et la plus puissante de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier actuel.

C'est en cela que réside la grande importance de la création de nouveaux partis marxistes-léninistes dans le monde, du P.C.M.L.F. en France en 1967.

A propos des P.T.T., ils ont essayé de balbutier quelques explications sur leur « soutien tactique » à leur mot d'ordre « contre la privatisation du service public », qui est ni plus ni moins la ligne défendue par la clique révisionniste Séguy-Krasucki...

De nombreuses personnes demandèrent des explications à ce sujet. Il leur fut répondu que le débat était clos, qu'il reprendrait plus tard. En fait, faute de pouvoir mener le débat politique, ils ont été amenés, ni plus ni moins, à le supprimer !

L'O.S.R.

Les néo-révionnistes dirigeant F.R. portent l'essentiel de leurs coups sur la social-démocratie (qui n'est pas l'idéologie dominante dans la classe ouvrière), sous prétexte que c'est urgent face aux tentatives de main-mise du P.S. Comme l'a indiqué un camarade, ils passent sous silence la main-mise des révisionnistes sur la C.G.T. Et ils passent sous silence la déclaration de R. Leroy au 21^e congrès ! Est-ce que les militants du P. C. F. qui veulent être à la C.F.D.T. peuvent le faire et acquérir des postes de direction ?

Il n'est sans doute pas inutile de rappeler que dans les 14 pages de leur bulletin n° 1, sur le syndicalisme soi-disant révolutionnaire, il n'y a pas un seul mot sur le révisionnisme !

Crise politique et politique de crise

Leur ineptie, comme quoi il y avait seulement crise politique, a littéralement été battue en brèche. Personne n'a soutenu leur thèse anti-marxiste. Plusieurs camarades de l'H.R. ont rappelé qu'il s'agissait d'une crise mondiale de l'impérialisme, qui touchait également les pays révisionnistes, et qu'en conséquence il était stupide de vouloir rétrécir exclusivement à la France. F.R. prétend que la bourgeoisie dramatisait, que la crise n'est pas inéluctable, c'est-à-dire qu'ils reprennent à leur compte les arguments des révisionnistes. Une camarade a rappelé les articles sur la crise économique (liée dialectiquement à la crise politique et idéologique) parus à ce sujet dans les Cahiers de la Chine Nouvelle et dans « le journaliste Afro-Asiatique », et appelé ces marxistes

d'opérette à les étudier.

Alors qu'un camarade intervenait pour expliquer en quoi la crise était économique, politique et idéologique, le service d'ordre a voulu intervenir pour l'expulser, la salle a réagi violemment (y compris des gens proches de F.R.) pour l'en empêcher, a exigé le débat, et a scandé : « A bas le révisionnisme. » Notre camarade les a invités à manifester dans la rue lors de la venue du chef de file du social-impérialisme et du révisionnisme : Brejnev. Les « gros bras » ont dû faire marche arrière.

Travailler à l'unité et non à la scission

Ce « forum » sur le Parti de type nouveau permit aux camarades représentant l'unique Parti marxiste-léniniste en France, de démasquer les nombreux échecs des tentatives de divisions du groupe liquidateur Front Rouge.

De nombreuses questions venant de la part de militants de différentes organisations se réclamant du marxisme-léninisme demandèrent des explications sur les raisons de la transformation de F.R. en « P.C.R. (m.-l.) ». Nous voulons dire ce qu'il fut répondu par F.R., car c'est effectivement une théorie nouvelle : « Nous avons créé un Parti de type nouveau, parce que la situation est nouvelle. » Autrement dit, c'est la négation pure et simple de toute l'histoire du mouvement communiste en France depuis la scission du Congrès de Tours, jusqu'à la scission du Mouvement communiste international provoqué par la clique révisionniste Kroutchev.

Le groupe F.R. nie purement et simplement l'existence de communistes en France avant eux. Ce qui est bien compréhensible quand on sait que selon ces individus le mouvement ouvrier en France vient juste d'atteindre sa majorité. Cette théorie trotskysante vise en fait une seule chose : nier la réalité historique du Congrès de Puyricard.

D'ailleurs ne prétendent-ils pas que la lutte contre le révisionnisme aurait véritablement commencé dans notre pays qu'en 1968 ! Les quatre années de luttes implacables contre le révisionnisme, de 1963 à 1968 menées par la Fédération des Cercles M.-L. et le Mouvement communiste français ensuite, n'ont pas existé.

Un camarade à ce propos rappela ce principe du marxisme-léninisme « pratiquer le marxisme et non le révisionnisme ; travailler à l'unité et non à la scission », et demanda aux dirigeants de F.R. d'expliquer leur point de vue à ce sujet. Nous attendons toujours la réponse...

Comme l'a souligné à plusieurs reprises le camarade « ils ne répondront pas, car ils ne le peuvent pas ! ».

Dans les faits F.R. n'a répondu à rien. Il a usé en vain de démagogie pour faire passer pour « dogmatiques » des points de vue argumentés. Il a essayé en vain de caricaturer la ligne de l'Humanité Rouge. Il a confondu dans sa haine l'ensemble des gens qui lui posait des questions.

Quant à nous, nous avons dit ce que nous avions à dire dans les conditions d'un tel débat. Nous disons à tous les militants de F.R. :

1° Les communistes marxistes-léninistes de France ont une volonté profonde de travailler à l'unification de ceux qui se réclament du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung.

2° Cette unification ne peut se faire à notre époque que dans la lutte idéologique pour une juste compréhension de ce qui est l'objet de notre combat depuis le Congrès de Puyricard : à savoir l'édification du Parti, avant-garde du prolétariat, capable d'entraîner les masses à travers la lutte contre le révisionnisme moderne, à l'assaut de la dictature de la bourgeoisie.

Des militants communistes marxistes-léninistes qui ont contribué à démasquer F.R.

Campagne pour la libération immédiate des 200000 prisonniers politiques au Sud-Vietnam

LIBERTE

pour Mohamed Ftati

Une nouvelle fois la police vient de pratiquer des arrestations arbitraires contre des travailleurs immigrés. C'est le cas de Mohamed Ftati, ouvrier tunisien, militant des « Comités français-immigrés » et syndicaliste à la CFDT, arrêté le 28 septembre 1974. Malgré les preuves irréfutables de sa situation régulière en France : il avait sa carte de séjour et de travail et un logement fixe, la police n'a pas hésité à l'arrêter sous prétexte de vol et de vagabondage parce qu'il circulait sur une mobylette ne lui appartenant pas. Mais cette mobylette lui avait été prêtée par un ami qui est prêt à témoigner en ce sens.

Depuis plus d'un mois, Mohamed Ftati est ainsi détenu à la prison de Fleury-Mérogis, sous cette inculpation ridicule.

En fait, on lui reproche sa détermination dans la lutte pour l'unité des travailleurs français et immigrés, pour arracher tous les droits aux travailleurs immigrés en France, sa haine de la réaction tunisienne, son soutien à la Résistance Palestinienne et son activité anti-impérialiste.

Dans ce cadre un autre ouvrier tunisien a été arrêté la semaine passée et interrogé sur Mohamed Ftati avant d'être expulsé.

Exigeons la libération immédiate de Mohamed Ftati, les droits à la liberté syndicale et politique pour tous les travailleurs immigrés !

(Information transmise par le « Comité de défense et d'information des victimes de la Répression en Tunisie. »)

Impulsé par le Mouvement National de Soutien aux Peuples d'Indochine (M.N.S.P.I.) et le C.I.L.A., cette campagne se développe activement ces jours-ci. Elle se traduit par la signature massive de l'appel ci-dessous, appuyé par un certain nombre de personnalités diverses dont les signatures seront rendues publiques au cours d'une prochaine campagne de presse.

Elle prend tout son sens à l'heure où le peuple vietnamien poursuit son offensive pour l'application intégrale des Accords de Paris, contre le gouvernement du fantoche sanglant Thieu.

Associez-vous à cet Appel !

Diffusez-le et faites le signer autour de vous !

APPEL

Janvier 1973 : la signature de l'Accord de Paris consacré les droits fondamentaux du peuple vietnamien et doit permettre le retour à la paix.

Un an et demi après : en violation de l'Accord, 200 000 prisonniers politiques attendent toujours d'être libérés au Sud-Vietnam. Les prisons se remplissent chaque jour de nouveaux « suspects ». Les tortionnai-

res de la police de Saigon se livrent, sur la personne des détenus, à une véritable tentative de génocide. Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants croupissent dans des « cages à tigre » fabriquées aux Etats Unis. S'ils survivent, ils resteront estropiés à vie.

La zone contrôlée par l'administration de Saigon n'est plus qu'un

vaste camp de concentration où plus de 24 000 « conseillers » américains déguisés en civils expérimentent des méthodes de répression de plus en plus perfectionnées.

Pour continuer à commettre ces crimes et à saboter la paix, les dirigeants américains comptent sur notre passivité. Nous devons riposter. C'est pourquoi nous vous demandons de vous associer à cet appel exigeant :

— l'application intégrale de l'Accord de Paris ;

— la libération immédiate de tous les prisonniers politiques au Sud-Vietnam.

Commandez le matériel de propagande (affiches, brochures, auto-colants) au C.I.L.A., 107 rue de la Réunion, Paris-20^e, ou au M.N.S.P.I., 31 rue de Gergovie, Paris-14^e.
Adressez votre soutien financier à J.P. Alix, C.C.P. 31 699 51 La Source (précisez : pour les prisonniers politiques)

HORS DE FRANCE BREJNEV, chef de file du social-impérialisme soviétique !

Du 5 au 7 décembre, Brejnev se rendra en visite officielle en France.

NOUS NOUS OPPOSERONS A SA VENUE !

Pourquoi ? Brejnev est-il, comme il l'affirme, le « dirigeant d'un grand Etat socialiste », l'homme de la « paix », de la « détente » et de la « coopération » ?

NON, ABSOLUMENT PAS !

Brejnev est le chef de file d'un Etat impérialiste, de l'une des deux superpuissances qui rivalisent pour dominer le monde. C'est l'homme de la guerre qui a envoyé les chars soviétiques occuper la Tchécoslovaquie en 1968, qui a agressé la frontière chinoise en 1969, qui a poussé au démembrement du Pakistan en 1971. C'est lui qui fait concentrer une formidable armada contre l'Europe occidentale, fait sillonner toutes les mers du monde par sa flotte de guerre. C'est lui enfin qui, sous couvert de « paix » et « d'amitié », vise l'infiltration, l'expansion et la domination dans le monde. En Europe en particulier.

SOYONS VIGILANTS !

L'U.R.S.S. de Brejnev n'est plus l'Union Soviétique de Lénine et de Staline, vers laquelle les peuples du monde entier avaient les yeux tournés. ELLE REPRESENTE AUJOURD'HUI UN GRAVE DANGER POUR LES PEUPLES DU MONDE, POUR LES PEUPLES D'EUROPE, POUR NOTRE PEUPLE ! C'est pourquoi

NOUS APPELONS A NOUS REJOINDRE,

TOUS LES ANTI-IMPÉRIALISTES DE NOTRE PAYS, qui, peu à peu, ouvrent les yeux sur la nature impérialiste de l'U.R.S.S. de Brejnev.

Nous avons souvent manifesté au coude à coude quand Nixon ou un autre chef de file de l'impérialisme américain est venu dans notre pays. Traiterions-nous mieux le chef de file de l'autre superpuissance ? Non !

Aujourd'hui, il n'y a pas une mais deux superpuissances qui rivalisent pour dominer le monde. Les dénoncer, les combattre, c'est se tenir, aujourd'hui comme hier, aux côtés des peuples du tiers monde en lutte contre elles.

NOUS APPELONS A NOUS REJOINDRE,

TOUS LES PATRIOTES SOUCIEUX DE PRESERVER L'INDEPENDANCE DE NOTRE PAYS CONTRE TOUTE DEPENDANCE NATIONALE.

Non, jamais notre peuple ne se soumettra à la botte social-impérialiste de Brejnev ! Non, les 45 000 chars soviétiques situés à l'Ouest de l'Oural et les 3,4 millions d'hommes de troupe qu'il entretient (pacte de Varsovie y compris) ne nous font pas peur !

Aujourd'hui, il y a deux superpuissances qui menacent la paix mondiale ; l'Europe est le point-clé de leur rivalité ; partout elles fument leur nez et attisent le feu pour piller la maison qui brûle ; leur attitude au Moyen Orient, leur attitude à Chypre, en Méditerranée le prouvent assez clairement.

Et le social-impérialisme de Brejnev, fort de sa supériorité militaire et qui avance masqué sous le voile de la « détente », de l'amitié et de la « coopération », est, à coup sûr,

LE PLUS DANGEREUX !

Nous ne céderons ni à la pression militaire ni au chantage de Brejnev.

Sous couvert de discussions d'accords économiques, Brejnev vient ici faire pression sur la bourgeoisie française en crise, manigancer sur le dos de notre peuple et s'ingérer dans nos affaires intérieures.

Nous ne le permettrons pas et exigeons :

HORS DE LA MEDITERRANEE LES BASES ET FLOTTES DU SOCIAL-IMPÉRIALISME !

PAS UN BATIMENT DE GUERRE SOVIETIQUE AU LARGE DE NOS COTES !

A BAS LE SOCIAL-IMPÉRIALISME !

HORS DE FRANCE BREJNEV, CHEF DE FILE DU SOCIAL-IMPÉRIALISME SOVIETIQUE !

Parmi les plus rapaces...

Brejnev et sa clique tentent de se faire passer pour des « alliés naturels » des peuples du monde, et du tiers monde en particulier.

Dans les faits ce sont des impérialistes. Parmi les plus rapaces. Qu'on en juge.

● EXPORTATION DU CAPITAL

Comme tous les impérialistes, ils exportent des capitaux ; les baptiser « socialistes » ne changeant rien à l'affaire.

L'« aide » économique ou militaire, correspond, dans son essence à l'exportation du capital ; elle permet aux sociaux-impérialistes de piller les ressources naturelles des pays et de contrôler certains secteurs de leurs économies sous couvert de « coopération ». Ainsi, ils réalisent une quadruple exploitation :

— Ils extorquent les intérêts des crédits qu'ils fournissent. Ainsi, ils viennent de faire crédit de 600 millions de dollars U.S. à l'Argentine au taux de 4,5% ; de la même façon ils ont débloqué des crédits à l'Irak ou à d'autres pays du Moyen-Orient pour l'exploitation des ressources pétrolières.

— L'aide étant « liée », ils peuvent écouler au prix fort leurs marchandises ou matériaux souvent périmés ; ainsi, les 600 millions de dollars fournis à l'Argentine doivent exclusivement servir à acheter... du matériel soviétique — centrale hydraulique, douze groupes de turbo-alternateurs construits à Leningrad, etc. ; les crédits accordés à certains pays du Moyen-Orient doivent permettre l'achat d'équipement pétrolier soviétique !

— Après achèvement des travaux, le crédit est remboursable en produits bon marché fournis ; ainsi les sociaux-impérialistes bénéficient de tarifs préférentiels à bon compte.

— « Experts » et « conseillers » soviétiques, exigeant de hauts salaires et allocations multiples, manigancent à qui mieux-mieux, s'ingèrent dans les affaires des Etats et tentent de contrôler des secteurs de l'économie.

Tels sont les mécanismes de la

DEUX CHIFFRES

— Dans la deuxième moitié des années 50, la vente d'armes soviétiques, destinée aux 6 pays du C.O.M.E.C.O.N., représentait 11,3 % de la vente d'armes dans le monde.

— Dans les années 70, elle s'est étendue à 20 pays et représente 37,5 % du total mondial.

Les révisionnistes de Moscou sont des marchands de canons intraitables ; ils fixent des prix élevés, exigent que les armes soient payées comptant et en devises convertibles. Ainsi, ils ont agi il y a un an vis-à-vis des pays arabes lors de la guerre d'octobre.

Depuis l'année dernière, le prix des armes soviétiques a doublé.

prétendue « aide », qui est synonyme d'exploitation et de pillage !

L'« aide » militaire ne vaut pas mieux : grosses ressources pour les « marchands de canons » soviétiques, moyen de pillage (des armes contre du pétrole bon marché : tel fut l'ultimatum révisionniste durant la guerre d'octobre), moyen d'infiltration militaire : contrôle, commandement et entraînement des « conseillers » militaires soviétiques imposant le droit d'utiliser les ports et les bases de nombreux pays !

Autre forme d'exportation du capital : les investissements directs, que les révisionnistes de Moscou masquent sous l'enseigne de « compagnies de gestion conjointe » dans différents secteurs : commerce, banques, entretien, montage... Sous le couvert de la « coopération ». Un tel système de « compagnies mixtes » — où les capitaux soviétiques s'ajoutent à des capitaux autochtones —, a permis à l'impérialisme soviétique de contrôler : les trois-quarts de l'industrie mécanique, le tiers du raffinage du pétrole, le tiers de l'industrie sidérurgique, les deux-tiers de l'industrie des équipements électriques en Inde !

● ECHANGE INEGAL

Là encore, mêmes tactiques que celles des impérialistes ancien style. Les révisionnistes soviétiques sont plus fûtés encore pour acheter à vil prix et vendre au prix fort ; les prix des exportations aux pays du tiers monde sont en général 15 à 25% supérieurs à ceux du marché international ; mais les prix des importations des pays du tiers monde vers l'Union soviétique sont au contraire de 10 à 15% inférieurs à ceux du marché mondial !

Monopoliser et piller telle est la nature du capitalisme monopoliste soviétique ; cela conduit inmanquablement à l'expansion et à l'agression vers l'étranger ; afin de réaliser le maximum de profits, faire supporter leurs crises sur les autres et assurer leur domination, les révisionnistes soviétiques étendent leurs tentacules partout ; ils tentent de piller et de contrôler non seulement le tiers monde, mais aussi de faire main basse sur le second monde, et notamment l'Europe.

Il est aujourd'hui tout à fait nécessaire d'ouvrir les yeux sur la véritable nature impérialiste de ce que Brejnev appelle « coopération ».

UNE FORMIDABLE ARMADA TOURNEE CONTRE L'EUROPE !

● L'ESSENTIEL EST POINTE VERS L'OUEST

- 75 % de l'armée de terre.
- 70 % de la flotte aérienne.
- 90 % des missiles à moyenne portée.
- 85 % des missiles à courte portée.
- 75 % des principaux vaisseaux de guerre.
- 50 % des sous-marins d'attaque et des sous-marins nucléaires.

AU TOTAL :

3 400 000 hommes — y compris les troupes du Pacte de Varsovie.
45 000 chars à l'Ouest de l'Oural.

● UNE PROGRESSION RAPIDE CES DERNIERES ANNEES :

- depuis 1968, les troupes ont augmenté de 20 %, les forces aériennes tactiques de 50 % ;
- le nombre des tanks en R.D.A. a augmenté de 30 %, celui des canons en Europe orientale a doublé ;
- les engins ont été modernisés et perfectionnés (tanks T-62, lances roquettes...).

RABAT : nouveau succès pour le peuple palestinien

La VII^e conférence arabe au sommet a adopté le 28 octobre, à l'unanimité, une résolution sur la question palestinienne dont voici les grandes lignes :

La résolution met l'accent sur les droits inaliénables du peuple palestinien à retourner dans ses foyers et à l'autodétermination, et sur son droit d'établir une autorité nationale indépendante sous la direction de l'Organisation pour la Libération de la Palestine — l'unique représentant légitime du peuple palestinien — sur chaque partie de territoire libéré, autorité que tous les Etats arabes soutiendront quand elle aura été créée ; elle soutient l'Organisation pour la Libération de la Palestine dans l'exercice de ses respon-

sabilités sur les plans national et international ; elle appelle aussi tous les Etats arabes à renforcer l'unité du peuple palestinien et à ne pas intervenir dans ses affaires intérieures.

C'est un nouveau succès pour le peuple palestinien et son représentant légitime, l'O.L.P., qui suit l'invitation de l'O.L.P. et la mise à l'ordre du jour de la question palestinienne à l'O.N.U.

La route est encore difficile et pleine d'embûches pour le peuple palestinien ; mais déterminé à lutter jusqu'au bout pour recouvrer sa patrie et ses droits nationaux, et épaulé par plus de 100 millions d'Arabes, il ira de l'avant.